

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice - Solidarité



MINISTRE DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

**RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET  
DE L'ETAT AU TROISIEME TRIMESTRE  
EXERCICE 2024**



**Chers compatriotes,**

A la suite du rapport d'exécution du budget de l'État au titre du deuxième trimestre 2024, j'ai l'honneur de vous présenter celui du troisième trimestre 2024, en application de l'article 77 de la Loi Organique Relative aux lois de Finances (LORF) du 06 août 2012.

Cette disposition légale s'inspire des bonnes pratiques internationales qui exigent d'informer régulièrement la représentation nationale, les acteurs de la société civile ainsi que les partenaires techniques et financiers de l'exécution du budget, à des fins de contrôle parlementaire et de renforcement de la transparence budgétaire.

L'exécution du budget au troisième trimestre de l'année 2024, a été essentiellement marquée par :

- l'adoption de la loi L/2024/020/CNT du 12 août 2024 portant loi de finances rectificative pour l'année 2024;
- la poursuite de la politique de subvention du prix des produits pétroliers ainsi que celle des produits de première nécessité pour soulager le panier de la ménagère ;
- l'apurement des arriérés de dépenses de l'exercice 2023 pour soutenir l'activité économique des Petites et Moyennes Entreprises (PME), fournisseurs de l'État ;
- les défis de mobilisation des ressources de financement, notamment les emprunts obligataires ;
- le niveau relativement appréciable de mobilisation des recettes budgétaires avec un taux de réalisation de 77% à fin septembre 2024 ;
- l'encaissement de 53,55 Mds GNF de DTS (environ 71 millions USD) accordé par le FMI à la Guinée pour le financement d'urgence lié à l'incendie du principal dépôt des hydrocarbures de Kaloum ;
- la révision du protocole de titrisation de la dette du trésor dans les livres de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), intervenue le 18 juillet 2024.

Au regard de ce contexte, la politique budgétaire poursuivie par le Gouvernement a ciblé, prioritairement les dépenses du secteur social et la poursuite des projets d'investissement en cours.

En raison des demandes sociales pressantes, des nécessités de réalisation des infrastructures et des enjeux de financement de l'économie nationale, les efforts du Gouvernement sont axés sur la réalisation des objectifs définis dans les documents de stratégie en lien avec la vision de refondation économique et financière de la Guinée, impulsée par le Président de la République, Chef de l'État, Chef suprême des Armées, le Général d'Armée Mamadi DOUMBOUYA.

## Table des matières

RESUME EXECUTIF .....	4
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
LISTE DES TABLEAUX .....	6
LISTE DES GRAPHIQUES .....	6
INTRODUCTION.....	7
I. CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET AU TROISIEME TRIMESTRE 2024.....	7
II. SITUATION DE LA MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES.....	9
II.1. Analyse de la mobilisation des recettes .....	9
II.2. Analyse de la mobilisation des recettes par catégorie.....	10
II.2.1. Recettes fiscales .....	10
II.2.2. Dons.....	11
II.2.3. Autres recettes .....	12
II.2.4. Analyse des recettes minières.....	14
II.3. Analyse de la réalisation des recettes par régie .....	16
II.3.1. Direction Générale des Impôts (DGI) .....	17
II.3.2. Direction Générale des Douanes (DGD) .....	19
II.3.3. Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT-CP) .....	21
II.3.4. Recettes à régulariser.....	24
II.3.5. Risques et perspectives sur les recettes .....	24
III. SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES .....	25
III.1. La situation globale de l'exécution des dépenses .....	25
III.2. Situation des modifications de crédits.....	27
III.3. Analyse des dépenses par nature.....	30
III.3.1. Dépenses courantes y compris BAS .....	30
Dépenses d'investissement y compris BAS.....	31
III.3.2. Situation d'exécution des dépenses par fonction.....	34
III.3.3. Situation d'exécution des subventions d'électricité.....	39
III.3.4. Consommation d'eau et d'électricité de l'administration .....	39
III.3.5. Situation des ressources des Droits de Tirages Spéciaux (DTS) .....	39
III.3.6. Situation d'exécution des projets et programmes sur ressources propres .....	40
III.3.7. Situation des restes à payer à fin septembre 2024 .....	40
III.4. Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés au troisième trimestre 2024.....	40
Principaux soldes et indicateurs de gestion budgétaire.....	43
IV. SOLDES BUDGETAIRES .....	45
IV.1. Solde budgétaire global.....	45
V. OPERATIONS DE FINANCEMENT .....	45
CONCLUSION .....	48
ANNEXES .....	49

## RESUME EXECUTIF

D'après les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI)<sup>1</sup>, la croissance économique mondiale devrait se stabiliser à 3,2% en 2024. En matière de finances publiques, les déficits primaires globaux devraient se réduire à 4,9% du PIB. Aussi, la poursuite du conflit Russo-Ukrainien, induit des chocs inflationnistes exogènes sur les prix des produits pétroliers et de certaines matières premières.

Au niveau de l'Afrique subsaharienne, il est attendu une croissance économique de 3,8% en 2024 contre 3,4% en 2023. Malgré ce niveau de croissance, des difficultés de financement persistent en raison entre autres de la baisse du niveau de l'aide publique au développement. Cela contraint les pays à réduire certaines dépenses publiques essentielles et à réaffecter au service de la dette des fonds initialement destinés à financer leur développement. En outre, l'inflation est repartie à la hausse en début 2024, tirée en partie par l'augmentation des prix des produits alimentaires.

Sur le plan national, les recettes du budget de l'État ont été mobilisées à hauteur de 7 347,69 Mds GNF sur un objectif trimestriel de 6 659,58 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 110,33%. Ces réalisations sont en baisse d'environ 21% par rapport au trimestre précédent.

Quant aux dépenses exécutées, elles se chiffrent à 6 917,25 Mds GNF sur la base des engagements budgétaires et 5 069,49 Mds GNF sur la base des paiements, au cours du trimestre sous revue. Les dépenses budgétaires payées sur ressources propres se chiffrent à 4 192,21 Mds GNF, soit un taux d'exécution d'environ 53,13% par rapport à l'objectif du plan d'engagement de la période, se chiffrant à 7 890,31 Mds GNF. Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures sont exécutées à hauteur de 877,28 Mds GNF sur un objectif trimestriel de 1 542,08 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 56,89%.

De manière cumulée, un montant de 23 575,02 Mds GNF de recettes est mobilisé à fin septembre 2024 sur un objectif annuel de 30 741,68 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 77%. Ces recettes se décomposent en budget général pour 22 905,13 Mds GNF (97,16%) et en budgets d'affectation spéciale (BAS) pour 669,89 Mds GNF (2,84%).

Les recettes fiscales (y compris BAS hors FCE) de 21 453,12 Mds GNF comparées au PIB (238 037,7 Mds GNF) donnent une pression fiscale de 9,01% contre un objectif du cadrage budgétaire de 12%.

Sur une prévision annuelle de 38 649,59 Mds GNF, les dépenses payées y compris FINEX à fin septembre 2024 se chiffrent à 14 095,02 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 36,47%. Cette exécution rapportée aux dépenses engagées de 22 404,32 Mds GNF et à celles prises en charge par les comptables publics de 21 156,41 Mds GNF se situe respectivement à 62,91% et 66,62%.

Les dépenses globales payées y compris FINEX se décomposent en dépenses courantes pour 9 472,11 Mds GNF (67,20%) et en dépenses d'investissement pour 4 622,91 Mds GNF (32,80%).

De manière cumulée, le solde budgétaire global obtenu est de 2 418,61 Mds GNF (1,02% du PIB) contre un objectif annuel de -7 907,90 Mds GNF (-3,32% du PIB).

---

<sup>1</sup> Perspectives de l'économie mondiale du FMI d'Avril 2024

## SIGLES ET ABREVIATIONS

ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor
ANAFIC	Agence Nationale de Financement des Collectivités
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest
CFU	Contribution Foncière Unique
CNRD	Comité National de Rassemblement pour le Développement
CNT	Conseil National de la Transition
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DNIPSIG	Direction Nationale des Investissements Publics et du Système Intégré de Gestion
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ERAM	École Régionale des Arts et Métiers
FCE	Fonds Commun de l’Éducation
FINEX	Financement Extérieur
FMI	Fonds Monétaire International
FODECCON	Fonds de Développement des Communes de Conakry
FNDL	Fonds National de Développement Local
GNF	Franc Guinéen
IMF	Impôt Minimum Forfaitaire
LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
LORF	Loi Organique Relative aux Lois de Finances
MB	Ministère du Budget
MSFP 2014	Manuel de Statistique des Finances Publiques
PIB	Produit Intérieur Brut
RER	Redevance d’Entretien Routier
RGGBCP	Règlement Général sur la Gestion Budgétaire et la Comptabilité Publique
RSU	Registre Social Unifié
SGG	Secrétariat Général du Gouvernement
TCT	Taxe de Consommation Téléphonique
TDB	Tableau de Bord
TEC	Tarif Extérieur Commun
TOF-ACB	Tableau des Opérations Financières de l’Administration Centrale Budgétaire
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

## LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: MOBILISATION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ÉTAT AU TROISIÈME TRIMESTRE 2024 (MONTANT EN MDS GNF) .....	9
TABLEAU 2: SYNTHÈSE DE LA MOBILISATION DES RECETTES À FIN SEPTEMBRE 2024 ( EN MDS GNF) .....	10
TABLEAU 3 : ÉVOLUTION DES RECETTES FISCALES PAR CATÉGORIE AU 3 <sup>ME</sup> TRIMESTRE 2024 (MONTANT EN MDS GNF) .....	11
TABLEAU 4 : MOBILISATION DES DONS AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024 (EN MDS GNF).....	12
TABLEAU 5: MOBILISATION DES AUTRES RECETTES AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024 (EN MDS GNF) .....	13
TABLEAU 6 : RÉALISATION DES RECETTES MINIÈRES PAR SOCIÉTÉ AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024, EN MDS GNF .....	15
TABLEAU 7 : SITUATION DES RECETTES COLLECTÉES PAR LA DGI AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024 (MDS GNF).....	18
TABLEAU 8: RECETTES COLLECTÉES PAR LA DGD AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024 (MDS GNF) .....	20
TABLEAU 9: SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES PAR LA DGT-CP À FIN SEPTEMBRE 2024 (MDS GNF) .....	22
TABLEAU 10: EXÉCUTION GLOBALE PAR GRANDE NATURE ÉCONOMIQUE YC BAS AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024 .....	25
TABLEAU 11: EXÉCUTION GLOBALE CUMULÉE PAR GRANDE NATURE ÉCONOMIQUE YC BAS AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024.....	27
TABLEAU 12: SITUATION DES MODIFICATIONS DE CRÉDITS AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024 (EN MDS GNF) .....	28
TABLEAU 13: SITUATION DES MODIFICATIONS DE CRÉDITS AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024 PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION (EN MDS GNF).....	29
TABLEAU 14: EXÉCUTION DES PROJETS FINEX PAR SECTEUR ET SOUS-SECTEURS AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023/2024 (MDS GNF).....	33
TABLEAU 15 : EXÉCUTION PAR GRANDE FONCTION SUR BASE PAIEMENT AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024 (MDS GNF).....	36
TABLEAU 16: VENTILATION DU BUDGET EN FONCTION DES AXES DU PRI AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024 (MDS GNF).....	38
TABLEAU 17 : SITUATION DE L'EXÉCUTION DES CRÉDITS DES SERVICES DÉCONCENTRÉS : DÉCONCENTRÉS INTÉRIEUR, DÉCONCENTRÉS EXTÉRIEURS ET PROJETS ET PROGRAMMES AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024 (MDS GNF).....	42
TABLEAU 18 : SITUATION DES SERVICES DÉCONCENTRÉS DE L'EXTÉRIEUR .....	42
TABLEAU 19 : SYNTHÈSE DE L'EXÉCUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS BUDGÉTAIRES .....	44
TABLEAU 20: EXÉCUTION GLOBALE DES DÉPENSES HORS FINEX PAR PHASE ET PAR ADMINISTRATION À FIN AU 2 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024 (MDS DE GNF) .....	50
TABLEAU 21: EXÉCUTION GLOBALE DES DÉPENSES HORS FINEX PAR ADMINISTRATION ET PAR GRANDE NATURE ÉCONOMIQUE (BASE ENGAGEMENT) AU 2 <sup>ÈME</sup> TRIM 2024 (MDS GNF) .....	51
TABLEAU 22: EXÉCUTION GLOBALE DES DÉPENSES HORS FINEX PAR ADMINISTRATION ET PAR GRANDE NATURE ÉCONOMIQUE (BASE PAIEMENT) AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIM 2024 (MDS GNF) .....	54
TABLEAU 23: SITUATION DE L'EXÉCUTION DES SUBVENTIONS ET TRANSFERT À FIN SEPTEMBRE 2024 HORS COLLECTIVITÉS (EN MDS GNF) .....	57

## LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ÉTAT AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024 (MONTANT EN MDS GNF).....	9
GRAPHIQUE 2 : MOBILISATION DES RECETTES PAR LES RÉGIES FINANCIÈRES AU TROISIÈME TRIMESTRE 2024. ....	16
GRAPHIQUE 3 : ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2023 AU TROISIÈME TRIMESTRE 2024 PAR TITRE EN MDS GNF .....	26
GRAPHIQUE 4 : COMPARAISON DE LA PART DES GRANDES CATÉGORIES (DIVISIONS) DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES DÉPENSES DE L'ADMINISTRATION DANS LA LFR 2024 ET LES DÉPENSES EXÉCUTÉES .....	37
GRAPHIQUE 5 : RÉPARTITION DES DÉPENSES EXÉCUTÉES AU 3 <sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024 PAR AXE DU PRI .....	37

# INTRODUCTION

Dans le cadre du suivi de l'exécution et du renforcement de la transparence budgétaire, le Ministère du Budget à travers la Direction Générale du Budget, produit trimestriellement et annuellement un rapport d'exécution du budget de l'État pour rendre compte de l'exécution des autorisations parlementaires à l'organe législatif et au grand public, conformément au principe de la redevabilité.

Ces rapports présentent l'analyse du contexte économique mondial, sous régional et national ainsi que les priorités du Gouvernement et les mesures d'encadrement du budget de l'État notamment, la poursuite des réformes fiscales et douanières, la surveillance des risques et les perspectives.

## I. CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET AU TROISIEME TRIMESTRE 2024

### A. Contexte économique mondial et sous régional

D'après les prévisions du FMI, la croissance économique mondiale en 2024 devrait se maintenir au même niveau qu'en 2023 à 3,2%. L'économie mondiale a évolué dans un contexte de pressions inflationnistes, de mises en œuvre de politiques monétaires restrictives et d'incertitudes géopolitiques.

En matière de finances publiques, les déficits primaires globaux<sup>2</sup> devraient se réduire à 4,9% du PIB. Cependant, des risques substantiels continuent de peser sur les finances publiques et il faudra déployer des efforts considérables pour relancer la normalisation de la politique budgétaire face à certains courants contraires.

En outre, la poursuite du conflit Russo-Ukrainien, induit des chocs inflationnistes exogènes d'où la hausse des prix des produits pétroliers, des prix de certaines matières premières et la turbulence des marchés financiers mondiaux.

En outre, selon l'agence météorologique de l'ONU, l'effet El Niño et le changement climatique ont créé un dérèglement climatique qui pourrait coûter en moyenne, près de 19% de produit intérieur brut (PIB) chaque année d'ici 2050.

Au niveau de l'Afrique subsaharienne, l'activité économique devrait s'accélérer pour se situer à 3,8% en 2024 contre +3,4 % en 2023.

### B. Conjoncture économique nationale

Le budget de l'État a été exécuté dans un contexte de quête de normalisation post-incendie. En effet, le taux d'inflation nationale a baissé de 0,5 point; passant ainsi de 5,2% en juin à 4,7% à fin septembre 2024. A Conakry, elle s'est établie à 8,2% en septembre 2024 contre 8,4% au mois de juin.

Sous l'angle des fonctions de consommation, la hausse observée en glissement annuel à fin septembre 2024 est plus marquée sur les composantes d'alimentation et des boissons non alcoolisées (+7,9%) et de transports (+7,5%).

---

<sup>2</sup> Soldes budgétaires négatifs des administrations publiques hors intérêt versé sur la dette et les revenus d'actifs financiers reçus.

Sur le marché de changes, il est observé sur la même période, une dépréciation de 0,2% du franc guinéen face au dollar américain sur le marché officiel. Cependant, une tendance inverse a été notée dans les bureaux de change agréés, où le franc guinéen a enregistré une légère appréciation de 0,3% par rapport au dollar américain.

Au titre des finances publiques, il convient de noter que des efforts remarquables ont été fournis pour améliorer la mobilisation des recettes. Cependant, des défis persistent concernant la mobilisation des ressources de financement, notamment celles intérieures. En outre, on note un début de constitution des arriérés de paiement et un niveau important de charges de trésorerie.

## C. Rappel des priorités et mesures pour l'exécution du budget 2024

Pour l'exécution du budget 2024, les principales priorités de politiques et mesures envisagées consistent à :

- accroître le niveau de mobilisation des recettes fiscales de manière à atteindre un taux de pression fiscale de 12% en 2024 ;
- poursuivre les réformes et mesures de sécurisation des recettes ;
- allouer au moins 20% des dépenses de biens et services du budget des départements aux services déconcentrés ;
- réaffirmer le caractère prioritaire des investissements en les maintenant à un taux supérieur à 35% des dépenses totales du budget de l'État ;
- réduire le déficit budgétaire initialement prévu à 3,8% du PIB, pour contenir l'endettement suite aux discussions avec le FMI;
- poursuivre l'apurement de la dette intérieure (dette fournisseur) afin d'améliorer le climat des affaires ;
- prévoir une dotation conséquente pour l'exécution du chronogramme de la Transition ;
- poursuivre l'effort d'augmentation des dépenses de santé et d'éducation pour les porter à 20% des dépenses de l'État ;
- accroître le niveau des dépenses du secteur de développement rural (agriculture, élevage, pêche et environnement) en le portant au minimum à 8% des dépenses de l'État ;
- mettre en œuvre les recommandations des assises nationales.

## II. SITUATION DE LA MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

### II.1. Analyse de la mobilisation des recettes

Les recettes mobilisées au troisième trimestre 2024 se chiffrent à 7 347,69 Mds GNF sur un objectif de 6 659,58 Mds GNF, soit un taux de réalisation de **110,33%**. Par rapport au trimestre précédent, le niveau de mobilisation des recettes est en baisse d'environ 21%. Toutefois, en glissement annuel, on note un accroissement de +17,11%. Ce niveau de mobilisation des recettes concerne les recettes du budget général pour 7 068,29 Mds GNF (96,20%) et celles des budgets d'affectation spéciale pour 279,40 Mds GNF (3,80%).

Les efforts de mobilisation des recettes du budget général sont soutenus essentiellement par la contribution des recettes fiscales à hauteur de 94,77%. Les dons mobilisés représentent 3,09% du total des recettes du budget général et les autres recettes 2,14%.

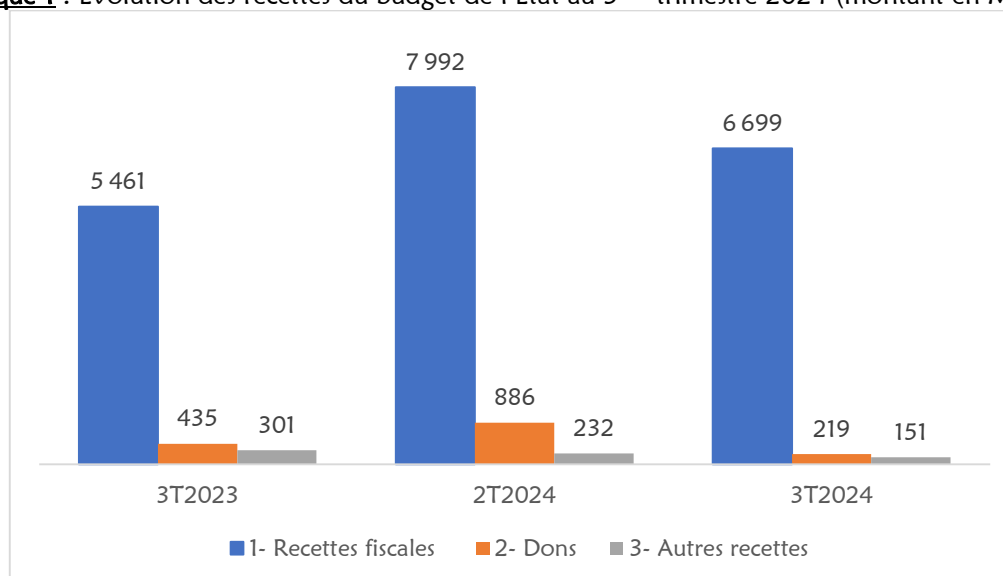
**Tableau 1:** Mobilisation des recettes du budget de l'État au troisième trimestre 2024 (montant en Mds GNF)

Libellé	3T2023			2T2024			3T2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T2&T3	2023/2024
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	j=h/e-1	k=h/b-1
1-Recettes fiscales	6 499,92	5 461,37	84%	9 636,57	7 991,96	83%	6 107,47	6 698,69	109,68 %	-16,18%	22,66%
2- Dons	230,23	435,41	189%	692,32	885,56	128%	4,33	218,74	5055,02 %	-75,30%	-49,76%
3-Autres recettes	297,52	301,37	101%	307,34	232,45	76%	136,21	150,86	110,76%	-35,10%	-49,94%
<b>A. Recettes du Budget Général (1+2+3)</b>	<b>7 027,67</b>	<b>6 198,15</b>	<b>88%</b>	<b>10 636,23</b>	<b>9 109,97</b>	<b>86%</b>	<b>6 215,52</b>	<b>7 068,29</b>	<b>113,72%</b>	<b>-22,41%</b>	<b>14,04%</b>
<b>B. Recettes des BAS</b>	<b>254,84</b>	<b>76,00</b>	<b>30%</b>	<b>262,16</b>	<b>211,10</b>	<b>81%</b>	<b>444,06</b>	<b>279,40</b>	<b>62,92%</b>	<b>32,35%</b>	<b>267,63%</b>
<b>Total recettes de l'Etat (A+B)</b>	<b>7 282,51</b>	<b>6 274,15</b>	<b>86%</b>	<b>10 898,39</b>	<b>9 321,07</b>	<b>86%</b>	<b>6 659,58</b>	<b>7 347,69</b>	<b>110,33%</b>	<b>-21,17%</b>	<b>17,11%</b>

Source : DGI, DGD et DGT-CP

Le graphique ci-dessous montre la dynamique de mobilisation trimestrielle de recettes par catégorie

**Graphique 1 :** Évolution des recettes du budget de l'État au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (montant en Mds GNF)



Source : DGI, DGD et DGT-CP

Concernant les recettes allouées aux Budgets d’Affectation Spéciale (BAS), elles ont été mobilisées pour un montant total de 279,40 Mds GNF, soit 62,92% de l’objectif du troisième trimestre 2024 fixé à 444,06. Mds GNF. Elles sont réparties entre :

- le Fonds National de Développement Local (FNDL) pour **116,74 Mds GNF** ;
- le Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECCON) pour **113,27 Mds GNF** ;
- le Fonds d’Investissement Minier (FIM) pour **27,85 Mds GNF**;
- le Fonds Commun de l’Éducation (FCE) pour **21,54 Mds GNF**.

Par rapport au trimestre précédent, la mobilisation des ressources affectées aux BAS enregistre une hausse de +32,35%, correspondant à 68,30 Mds GNF.

De manière cumulée, les recettes totales mobilisées se situent à 23 575,02 Mds GNF, soit 93,59% des prévisions à fin septembre 2024 de 25 190,52 Mds GNF. Par rapport à l’objectif en Loi de Finances rectificative de 30 741,68 Mds GNF, ce taux est de 76,69%. Les recettes totales des BAS mobilisées à fin septembre 2024 se chiffrent à 669,89 Mds GNF sur une prévision de la période de 968,38 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 69,18%. Par rapport à l’objectif annuel fixé en Loi de Finances rectificative 2024 (1 375,85 Mds GNF), ce taux est de 48,69%.

Le tableau ci-dessus donne la synthèse des recettes à fin septembre 2024

**Tableau 2: Synthèse de la mobilisation des recettes à fin septembre 2024 ( en Mds GNF)**

Libellé	LFR2024	Fin T3 2024		Ecart en%		
		Prév.	Réal	Taux	Taux	part
	a	b	c	d=c/b	e=c/a	f
1- Recettes fiscales	26 396,36	22 661,99	20 807,94	91,82%	78,83%	88,26%
2- Dons, legs et fonds de concours	1 088,45	820,66	1 409,14	171,71%	129,46%	5,98%
3- Autres recettes	1 881,02	771,99	688,05	89,13%	36,58%	2,92%
A. Recettes du Budget Général (1+2+3)	29 365,83	24 222,15	22 905,13	94,56%	78,00%	97,16%
B. Recettes du Budget d'affectation spéciale	1 375,85	968,38	669,89	69,18%	48,69%	2,84%
<b>Total recettes de l'Etat (A+B)</b>	<b>30 741,68</b>	<b>25 190,52</b>	<b>23 575,02</b>	<b>93,59%</b>	<b>76,69%</b>	<b>100,00%</b>

**Source** : DGI, DGD et DGT-CP

## II.2. Analyse de la mobilisation des recettes par catégorie

### II.2.1. Recettes fiscales

Les recettes fiscales y compris les BAS ont été mobilisées à hauteur de 6 956,55 Mds GNF au cours du troisième trimestre 2024 sur un objectif de 6 329,28 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 109,91%. Comparé au trimestre précédent, le niveau de mobilisation des recettes fiscales est en baisse de 15,16%. Cependant, en glissement annuel, ce niveau est en hausse de 36,94%.

La mobilisation des recettes fiscales provient essentiellement des impôts sur les biens et services pour 2 732,95 Mds GNF, les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 1 879,68 Mds GNF, les impôts sur le commerce extérieur et les transactions

internationales pour 1 570,28 Mds GNF. Ces trois rubriques totalisent 94,52% du total des recettes fiscales hors BAS recouvrées.

Quant aux recettes des BAS issues des recettes fiscales, des autres comptes à recevoir (ACR) et les recettes de trésorerie au titre des recettes fiscales, elles ont été mobilisées à hauteur de 415,05 Mds GNF. Comparée au trimestre précédent, elles progressent de +117,55%.

A fin septembre 2024, les recettes fiscales hors BAS ont été mobilisées à hauteur de 20 471,78 Mds GNF sur une prévision globale de 21 638,00 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 94,61%. Rapporté aux prévisions de la LFR 2024 (26 393,22 Mds GNF), ce niveau de réalisation est de 77,56%.

Concernant les BAS, le niveau de réalisation à fin septembre est de 981,35 Mds GNF sur une prévision de 1 707,05 Mds GNF, soit 57,49%. Par rapport à la LFR dont la prévision est de 995,43 Mds GNF, le taux de réalisation se situe à 98,59%.

En ajoutant les recettes fiscales mobilisées au titre des BAS, le montant total des recettes fiscales mobilisé s'établit à 21 453,13 Mds GNF, soit 91,90% des prévisions de la période (23 345,05 Mds GNF). Par rapport à la LFR 2024, ce taux est de 78,33%.

**Tableau 3** : Évolution des recettes fiscales par catégorie au 3<sup>me</sup> trimestre 2024 (montant en Mds GNF)

Libellé	3T2023			2T2024			3T2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T2&T3	2023/2024
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	j=h/e-1	k=h/b-1
11- Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	1 543,78	1 243,79	80,57%	3 216,17	2 815,45	87,54%	1 280,59	1 879,68	146,78%	-33,24%	51,13%
12- Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	106,62	113,93	106,86%	134,66	143,71	106,72%	117,56	109,42	93,07%	-23,86%	-3,96%
13- Impôts sur le patrimoine	56,01	8,37	14,94%	79,83	8,38	10,50%	21,08	7,76	36,80%	-7,43%	-7,27%
14- Impôts sur les biens et services	3 194,34	2 034,69	63,70%	3 672,44	2 885,14	78,56%	2 458,23	2 732,95	111,18%	-5,27%	34,32%
15- Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	1 189,22	1 492,14	125,47%	1 908,41	1 899,28	99,52%	1 616,82	1 570,28	97,12%	-17,32%	5,24%
16- Autres recettes fiscales	24,70	25,50	103,25%	56,12	16,75	29,85%	30,22	10,44	34,56%	-37,66%	-59,04%
<b>TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>6 114,67</b>	<b>4 918,41</b>	<b>80,44%</b>	<b>9 067,63</b>	<b>7 768,72</b>	<b>85,68%</b>	<b>5 524,51</b>	<b>6 310,53</b>	<b>114,23%</b>	<b>-18,77%</b>	<b>28,30%</b>
Redevance d'Entretien Routier (RER)	174,95	161,55	92,34%	255,57	240,39	94,06%	164,56	230,97	140,35%	-3,92%	42,96%
<b>TOTAL RECETTES FISCALES yc RER</b>	<b>6 289,62</b>	<b>5 079,97</b>	<b>80,77%</b>	<b>9 323,20</b>	<b>8 009,11</b>	<b>85,91%</b>	<b>5 689,08</b>	<b>6 541,49</b>	<b>114,98%</b>	<b>-18,32%</b>	<b>28,77%</b>
Recettes fiscales Budget d'Affectation Spéciale/ACR	11,22	-	0,00%	774,63	190,79	24,63%	640,21	415,05	64,83%	117,55%	NA
<b>TOTAL RECETTES FISCALES yc BAS</b>	<b>6 300,85</b>	<b>5 079,97</b>	<b>80,62%</b>	<b>10 097,83</b>	<b>8 199,90</b>	<b>81,20%</b>	<b>6 329,28</b>	<b>6 956,55</b>	<b>109,91%</b>	<b>-15,16%</b>	<b>36,94%</b>

Source : DGI, DGD et DGT-CP

## II.2.2. Dons

Les dons mobilisés au troisième trimestre 2024, se chiffrent à 240,28 Mds GNF sur un objectif de 226,58 Mds GNF, soit 106,05%. Toutefois, on note une forte baisse du

niveau de mobilisation des dons par rapport au deuxième trimestre 2024 (-72,96%) ainsi qu'en glissement annuel (-53,02%).

De manière cumulée, l'encaissement total des dons à fin septembre s'élève à 1 433,85 Mds GNF dont 1 409,14 Mds GNF pour les projets et programmes d'investissement publics et 24,71 Mds GNF pour l'appui budgétaire (FCE). Le taux d'exécution par rapport à la prévision de la période se situe à 129,65% et à 97,62% par rapport aux prévisions de la LFR 2024 (1 468,87 Mds GNF).

Les secteurs bénéficiaires de ces dons sont :

- **Le développement rural** ..... 49,39% ;
- **L'administration et la décentralisation** ..... 30,97% ;
- **Les mines, industrie, eau et énergie** .....10,70% ;
- **Le social** .....7,81%;
- **Les infrastructures**.....1,13%.

Cette baisse du niveau d'exécution du secteur des infrastructures est imputable en partie au manque d'anticipation sur le délai relativement long de la commande publique ainsi qu'à la renégociation de certains contrats de construction des routes suite à la formation du nouveau gouvernement.

**Tableau 4** : Mobilisation des Dons au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (en Mds GNF)

Libellé	3T2023			2T2024			3T2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T2&T3	2023/ 2024
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	j=h/e-1	k=h/b-1
<b>Dons dont :</b>	<b>505,83</b>	<b>511,41</b>	<b>101,10%</b>	<b>723,85</b>	<b>888,72</b>	<b>122,78%</b>	<b>226,58</b>	<b>240,28</b>	<b>106,05%</b>	<b>-72,96%</b>	<b>-53,02%</b>
<i>Dons Projets et Programmes</i>	<i>230,23</i>	<i>434,76</i>	<i>188,84%</i>	<i>692,32</i>	<i>885,56</i>	<i>127,91%</i>	<i>223,51</i>	<i>218,74</i>	<i>97,87%</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Dons Appuis Budgétaires</i>	<i>275,59</i>	<i>76,65</i>	<i>27,81%</i>	<i>31,53</i>	<i>3,17</i>	<i>10,04%</i>	<i>3,07</i>	<i>21,54</i>	<i>702,39%</i>	<i>580,18%</i>	<i>-71,90%</i>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>505,83</b>	<b>511,41</b>	<b>101,10%</b>	<b>723,85</b>	<b>888,72</b>	<b>122,78%</b>	<b>226,58</b>	<b>240,28</b>	<b>106,05%</b>	<b>-72,96%</b>	<b>-53,02%</b>

**Source** : DGB, DNIP-SIG

### II.2.3. Autres recettes

Pour cette nature de recettes, la mobilisation au troisième trimestre 2024 se chiffre à 150,86 Mds GNF sur une prévision de 136,21 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 110,76%. Cependant, on note une baisse de -35,10% par rapport au deuxième trimestre 2024, due essentiellement aux contreperformances sur les amendes, pénalités et confiscations ainsi que les recettes diverses sur la période. En glissement annuel, elles baissent également de -75,31%.

Au total, la mobilisation des autres recettes à fin septembre 2024 se situe à 688,05 Mds GNF sur un objectif de la période de 771,99 Mds GNF, soit 89,13%.

La réalisation comparée des autres recettes au titre du troisième trimestre des exercices 2023 et 2024 se présente comme suit par rubrique de recettes :

- les revenus de la propriété 311,65 Mds GNF contre 503,08 Mds GNF en 2023;
- les ventes de biens et services 223,12 Mds GNF contre 272,22 Mds GNF en 2023;

- les recettes diverses 92,24 Mds GNF contre 53,60 Mds GNF en 2023;
- les amendes, pénalités et confiscations 61,03 Mds GNF contre 0,27 Mds GNF en 2023.

La baisse des revenus de la propriété de -191,43 Mds GNF par rapport aux réalisations du troisième trimestre 2023 est due à la diminution des dividendes perçus dans les sociétés à participations financières de l'État au cours de la période.

### La situation des dividendes

Les encaissements de dividendes à fin septembre 2024 se chiffrent à 387,23 Mds GNF et se présentent par société comme suit :

• CBG.....	196,35 Mds GNF
• SOGUIPAMI .....	70,00 Mds GNF
• SAG .....	54,97 Mds GNF
• SOCIETE DES MINES DE MANDIANA.....	26,88 Mds GNF
• SOCIETE NAVALE.....	10,57 Mds GNF
• LONAGUI .....	5,00 Mds GNF
• CHALCO .....	4,49 Mds GNF
• SMD .....	2,94 Mds GNF
• GUILAB.....	2,72 Mds GNF
• PHARMANCIE CENTRALE DE GUINEE.....	2,05 Mds GNF
• PAC.....	2,03 Mds GNF
• UGAR.....	1,34 Mds GNF
• Autres .....	7,89 Mds GNF.

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie.

**Tableau 5:** Mobilisation des autres recettes au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (en Mds GNF)

Libellé	3T2023			2T2024			3T2024			T2&T3 j=h/e-1	Ecart en % 2023/2024 k=h/b-1
	Prév a	Réal b	Taux c=b/a	Prév d	Réal e	Taux f=e/d	Prév g	Réal h	Taux i=h/g		
31. Revenu de la propriété	226,97	375,16	165,29%	243,60	69,77	28,64%	0,00	87,93	NA	26,03%	-76,56%
312. Dividendes	226,97	375,16	165,29%	243,60	69,77	28,64%	0,00	87,93	NA	26,03%	-76,56%
32. Vente de biens et services	58,12	235,49	405,21%	42,03	85,29	202,91%	116,04	62,94	54,24%	-26,21%	-73,28%
321. Ventes des établissements marchands	8,06	20,64	255,94%	0,19	3,38	1796,72%	22,83	17,30	75,78%	411,74%	-16,19%
322. Droits et frais administratifs	50,05	214,85	429,26%	41,85	81,91	195,75%	93,21	45,64	48,96%	-44,29%	-78,76%
33. Amendes, pénalités et confiscations	0,00	0,30	NA	11,99	32,40	270,26%	2,01	0,00	0,00%	-	100,00%
331. Amendes, pénalités et confiscations	0,00	0,30	NA	11,99	32,40	270,26%	2,01	0,00	0,00%	-	100,00%
35. Recettes diverses	12,43	0,00	0,01%	9,71	44,99	463,36%	18,17	0,00	0,00%	-	100,00%
351. recettes diverses	12,43	0,00	0,01%	9,71	44,99	463,36%	18,17	0,00	0,00%	-	100,00%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>297,52</b>	<b>610,95</b>	<b>205,35%</b>	<b>307,34</b>	<b>232,45</b>	<b>75,63%</b>	<b>136,21</b>	<b>150,86</b>	<b>110,76%</b>	<b>-35,10%</b>	<b>-75,31%</b>

Source : DGT-CP

#### II.2.4. Analyse des recettes minières

Au titre des recettes minières, un montant de 981,52 Mds GNF a été recouvré au troisième trimestre 2024 contre 1 094,32 Mds GNF au trimestre précédent, soit une baisse de -10%.

A fin septembre 2024, le recouvrement total des recettes minières se chiffrent à 3 088,59 Mds GNF sur une prévision de 2 355,47 Mds GNF, soit 131,12%. Cette réalisation se présente comme suit :

- Sociétés évoluant dans l'exploitation de la bauxite, au nombre de 16 pour 2 638,87 Mds GNF, soit 85,44% du total des recettes minières ;
- Sociétés évoluant dans l'exploitation de l'or, au nombre de 11 pour 449,73 Mds GNF, soit 14,56% du total.

Comparé à la même période en 2023 avec un montant de 2 927,38 Mds GNF mobilisé à fin septembre, on note un accroissement de 5,51%, correspondant à +161,21 Mds GNF.

La réalisation par type de minerai (or, bauxite) et par société est indiquée dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 6 : Réalisation des recettes minières par société au 3ème trimestre 2024, en Mds GNF**

LIBELLE	3T2023			Prév2024			1T2024			1T2024			3T2024			Ecart en%	
	Or	Bauxite	TOTAL		Or	Bauxite	TOTAL	Or	Bauxite	TOTAL	Or	Bauxite	TOTAL	T2_T3	2023_2024		
	a	b	c=(a+b)	d	e	f	g=(f+e)	h	i	j=(i+h)	k	l	m	n(l/j-1)	o(l/c-1)		
SAG	45,07	0,00	45,07	263,63	20,16		20,16	46,55		46,55	77,79		77,79	67%	73%		
SMD	29,84	0,00	29,84	149,80	28,32		28,32	29,32		29,32	44,33		44,33	51%	49%		
GBG	3,93	0,00	3,93	18,24	1,46		1,46	7,00		7,00	3,24		3,24	-54%	-18%		
GG EXPLORATION	7,25	0,00	7,25	35,88	3,00		3,00	14,26		14,26	6,26		6,26	-56%	-14%		
SM MANDIA-	24,01	0,00	24,01	118,87	30,47		30,47	42,33		42,33	24,58		24,58	-42%	2%		
Ryda Group et Rohax Inter-tio-I (R ET R)	0,00	0,00	0,00	0,16	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	-	-		
NEW JAPAN	3,57	0,00	3,57	16,39	1,40		1,40	6,95		6,95	4,62		4,62	-33%	30%		
KOUROUSSA GOLD M	0,86	0,00	0,86	4,31	10,94		10,94	4,77		4,77	8,47		8,47	77%	888%		
MARKET BIS GO SARL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,21		0,21	0,00		0,00	-100%	-		
S WELLY MINING	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,83		0,83	-	-		
PARTICULIERS RSD	10,94	0,00	10,94	99,25	19,97		19,97	7,55		7,55	4,95		4,95	-34%	-55%		
SMB	0,00	149,96	149,96	881,91	0,00	377,22	377,22	0,00	505,05	505,05	0,00	337,99	337,99	-33%	125%		
BELL AIR MINING	0,00	0,00	0,00	37,62	0,00	31,53	31,53	0,00	7,37	7,37	0,00	5,20	5,20	-29%	-		
AGBA (SD MINING)	0,00	27,69	27,69	84,77	0,00	145,61	145,61	0,00	97,18	97,18	0,00	155,52	155,52	60%	462%		
AG2BA (KANTE)	0,00	0,00	0,00	6,39	0,00	5,10	5,10	0,00	1,70	1,70	0,00	16,13	16,13	848%	-		
GDM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	-		
SBG	0,00	0,00	0,00	3,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	-		
KIMBO	0,00	0,00	0,00	8,12	0,00	2,92	2,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	-		
ASHAPOURA	0,00	12,18	12,18	53,59	0,00	21,90	21,90	0,00	20,81	20,81	0,00	13,89	13,89	-33%	14%		
TOP G MINING	0,00	0,00	0,00	10,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	-		
KUMAIT FARABECO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	-		
DY-MIQUE MINING	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,26	5,26	-	-		
COBAD	0,00	1,88	1,88	22,35	0,00	12,11	12,11	0,00	13,83	13,83	0,00	9,18	9,18	-34%	388%		
CDM CHINE	0,00	26,05	26,05	167,01	0,00	88,59	88,59	0,00	97,66	97,66	0,00	66,83	66,83	-32%	157%		
CHALCO GUINEE	0,00	39,67	39,67	248,88	0,00	120,56	120,56	0,00	100,46	100,46	0,00	96,37	96,37	-4%	143%		
SPIC INTER INVEST	0,00	1,78	1,78	52,13	0,00	11,98	11,98	0,00	23,77	23,77	0,00	28,17	28,17	19%	1487%		
GAC	0,00	12,74	12,74	72,64	0,00	79,53	79,53	0,00	67,54	67,54	0,00	71,90	71,90	6%	465%		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>125,46</b>	<b>271,94</b>	<b>397,40</b>	<b>2355,47</b>	<b>115,71</b>	<b>897,05</b>	<b>1012,76</b>	<b>158,94</b>	<b>935,38</b>	<b>1094,32</b>	<b>175,08</b>	<b>806,44</b>	<b>981,52</b>	<b>-10%</b>	<b>147%</b>		

Source : DGD, DGB

### II.3. Analyse de la réalisation des recettes par régie

Courant troisième trimestre 2024, les régies financières ont mobilisé 7 107,41 Mds GNF de recettes sur un objectif de la période de 6 465,50 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 109,93%. Cette situation est essentiellement tirée par la contribution de la Direction Générale des impôts pour 53,45%.

A la même période en 2023, les régies de recettes avaient mobilisé 5 583,54 Mds GNF sur une prévision de 5 903,72 Mds GNF, soit 94,58% de réalisation.

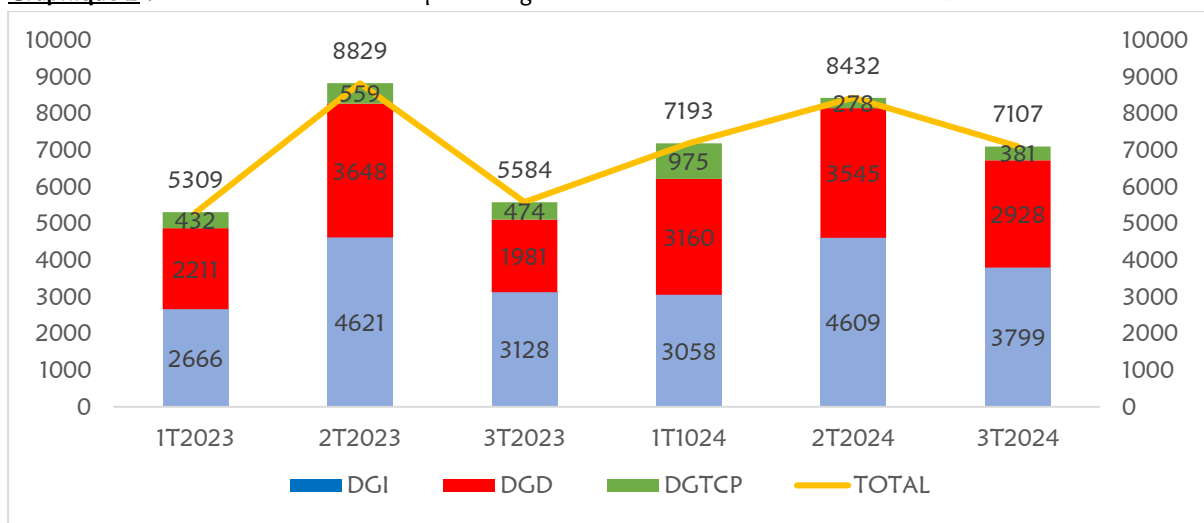
Ainsi, en glissement annuel, on note une hausse de +27,29% du niveau de mobilisation des recettes, correspondant à 1 523,86 Mds GNF. Cet accroissement est dû à la grande performance de la Direction Générale des Douanes par rapport à l'année précédente.

De manière cumulée, les régies de recettes ont globalement mobilisé 22 141,18 Mds GNF sur une prévision de **24 117,04 Mds GNF** à fin septembre 2024, soit un taux de réalisation de **91,81%**. Cette réalisation se décline par régie comme suit :

- **Direction Générale des Impôts (DGI) : 11 567,60 Mds GNF** de recettes fiscales mobilisées sur un objectif de la période de 12 665,22 Mds GNF, soit 91,33% de réalisation ;
- **Direction Générale des Douanes (DGD) : 9 531,06 Mds GNF** de recettes douanières mobilisées sur une prévision cumulée de 9 433,83 Mds GNF à fin septembre 2024, soit un taux de réalisation de 101,03% ;
- **Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT-CP) : 1 042,52 Mds GNF** de recettes mobilisées sur un objectif de 2 017,99 Mds GNF, soit 51,66% de réalisation.

Le graphique ci-dessous présente la réalisation des recettes par régies au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024

**Graphique 2** : Mobilisation des recettes par les régies financières au troisième trimestre 2024.



Source : DGI, DGD et DGT-CT

### II.3.1. Direction Générale des Impôts (DGI)

La Direction Générale des Impôts a recouvré au troisième trimestre 2024 un montant de 3 798,72 Mds GNF sur une prévision trimestrielle de 2 988,78 Mds GNF, soit 127,10%. Comparativement à la réalisation du deuxième trimestre de 4 608,96 Mds GNF, on note une baisse de -17,58%. Par rapport à la même période en 2023, les recettes recouvrées au troisième trimestre 2024 augmentent de +21,46%.

Le cumul des recettes mobilisées par la DGI à fin septembre se chiffre à 11 567,60 Mds GNF sur une prévision de 12 665,22 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 91,33%. Par rapport à la LFR 2024, le taux se situe à 75,48%.

Ce niveau de mobilisation des recettes provient essentiellement des Impôts sur les revenus, les bénéfiques et gains en capital pour 6 091,81 Mds GNF (52,66%) et des impôts sur les biens et services pour 4 389,39 Mds GNF (37,95%).

Au titre des « autres comptes à recevoir » et des recettes de trésorerie<sup>3</sup>, une réalisation de 278,31 Mds GNF a été enregistrée, soit 2,41% du total des recettes mobilisées par la DGI.

Quant aux ressources affectées aux fonds de développement local (BAS/FNDL/ANAFIC), elles sont mobilisées à hauteur de 288,06 Mds GNF (2,49% des recettes mobilisées).

Par ailleurs, il importe de noter que les recettes mobilisées par la DGI à fin septembre 2024 se répartissent en impôts directs pour 7 013,97 Mds GNF (60,63%) et en impôts indirects pour 4 553,63 Mds GNF (39,37%).

Les impôts directs se déclinent comme suit :

- impôts sur les bénéfiques des sociétés et autres entreprises pour 3 504,56 Mds GNF (49,97%) ;
- impôts sur les revenus des personnes physiques pour 1 613,68 Mds GNF (23,00%) ;
- taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser les biens et ou d'exercer des activités pour 1 374,30 Mds GNF (19,59%) ;
- impôts sur les salaires et la main d'œuvre pour 488,98 Mds GNF (6,98%) ;
- Impôts sur la propriété immobilière pour 26,93 Mds GNF (0,38%) et ;
- autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises 5,52 Mds GNF (0,08%).

Quant aux impôts indirects, l'exécution concerne la TVA intérieure pour 3 061,11 Mds GNF (67,22%), la Taxe d'Accès au Réseau des Télécommunications (TARTEL) et la Taxe sur la Consommation Téléphonique (TCT) pour 1 085,32 Mds GNF (23,84%) ; les impôts sur les services déterminés pour 200,47 Mds GNF (4,40%) et les Autres comptes à recevoir pour 206,73 Mds GNF (4,54%).

**Le tableau ci-dessous présente le détail des recettes mobilisées par la Direction Générale des Impôts au troisième trimestre 2024.**

---

<sup>3</sup> Les autres comptes à recevoir concernent les restes à recouvrer sur les de recettes déjà émises. Quant aux recettes de trésorerie, elles concernent les recettes encaissées par les comptables dont l'imputations définitives n'est pas connue au moment de leur comptabilisation

Tableau 7 : Situation des recettes collectées par la DGI au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (Mds GNF)

Libellé	3T2023			2T2024			3T2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T2&T3	2023/2024
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	j=h/e-1	k=h/b-1
11. Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	1 543,78	1 243,79	80,57%	3 216,17	2 815,45	87,54%	1 280,59	1 879,68	146,78%	-33,24%	51,13%
111. Impôts sur les revenus des personnes physiques	680,58	427,06	62,75%	563,41	594,98	105,60%	536,09	396,08	73,88%	-33,43%	-7,25%
112. Impôts sur les bénéfices des sociétés et autres entreprises	863,21	816,72	94,62%	2 260,89	1 982,19	87,67%	534,56	1 029,37	192,56%	-48,07%	26,04%
113 Impôts non ventilables (Taxe extraction substances Minières métaux Précieux TME)	0,00	0,00	-	391,88	238,28	60,80%	209,94	454,23	216,36%	90,63%	-
12. Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	106,62	113,93	106,86%	134,66	143,71	106,72%	117,56	109,42	93,07%	-23,86%	-3,96%
121. Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	106,62	113,93	106,86%	134,66	143,71	106,72%	117,56	109,42	93,07%	-23,86%	-3,96%
13. Impôts sur le patrimoine	56,01	8,37	14,94%	79,83	8,38	10,50%	21,08	7,76	36,80%	-7,43%	-7,27%
131. Impôts sur la propriété immobilière	56,01	8,37	14,94%	79,80	8,38	10,50%	20,76	7,76	37,37%	-7,43%	-7,27%
132. Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	0,00	0,00	0,00%	0,03	0,00	0,00%	0,32	0,00	0,00%	-	-
14. Impôts sur les biens et services	1 378,94	1 736,28	125,91%	2 019,58	1 501,32	74,34%	973,36	1 517,89	155,94%	1,10%	-12,58%
141. Impôts généraux sur les biens et services	360,76	1 023,25	283,63%	1 521,59	1 058,78	69,58%	285,42	1 071,91	375,56%	1,24%	4,76%
142. Les accises	22,80	15,75	69,09%	14,65	15,84	108,09%	17,72	18,06	101,93%	14,02%	14,68%
143. Impôts sur les services déterminés	156,34	59,92	38,33%	61,98	57,86	93,36%	250,58	57,65	23,00%	-0,37%	-3,80%
144. Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	386,68	637,36	164,83%	421,36	368,83	87,53%	419,63	370,27	88,24%	0,39%	-41,91%
16. Autres recettes fiscales	24,70	25,50	103,25%	56,12	16,75	29,85%	30,22	10,44	34,56%	-37,66%	-59,04%
161. Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	24,70	25,50	103,25%	56,12	16,75	29,85%	30,22	10,44	34,56%	-37,66%	-59,04%
<b>TOTAL DGI hors BAS/FNDL/A-FIC (1)</b>	<b>3 110,05</b>	<b>3 127,87</b>	<b>100,57%</b>	<b>5 506,36</b>	<b>4 485,61</b>	<b>81,46%</b>	<b>2 422,81</b>	<b>3 525,19</b>	<b>145,50%</b>	<b>-21,41%</b>	<b>12,70%</b>
Autres Comptes à Recevoir (Ex. clos)	0,00	0,00	-	487,24	28,85	5,92%	492,17	156,79	31,86%	443,47%	-
<b>TOTAL YC Autres comptes à recevoir (Ex. clos) (3)</b>	<b>3 110,05</b>	<b>3 127,87</b>	<b>100,57%</b>	<b>5 993,60</b>	<b>4 514,46</b>	<b>75,32%</b>	<b>2 914,98</b>	<b>3 681,98</b>	<b>126,31%</b>	<b>-18,44%</b>	<b>17,72%</b>
BAS/FNDL/A-FIC(TME) (2)	0,00	0,00	-	115,24	94,50	82,01%	73,80	116,74	158,19%	23,54%	-
<b>TOTAL DGI yc BAS/FNDL/A-FIC (2+3)</b>	<b>3 110,05</b>	<b>3 127,87</b>	<b>100,57%</b>	<b>6 108,83</b>	<b>4 608,96</b>	<b>75,45%</b>	<b>2 988,78</b>	<b>3 798,72</b>	<b>127,10%</b>	<b>-17,58%</b>	<b>21,45%</b>

Source : DGI

### II.3.2. Direction Générale des Douanes (DGD)

Sur un objectif de recouvrement de 2 587,27 Mds GNF au troisième trimestre, la DGD a réalisé 2 928,18 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 113,18%. Cette réalisation comparée à celle du deuxième trimestre 2024 indique une baisse de -17,40%. Toutefois, par rapport au troisième trimestre 2023, il ressort une augmentation de +47,79%, imputable essentiellement aux impôts sur les biens et services pour 1 091,81 Mds GNF contre 165,78 Mds GNF en 2023.

Au total, les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes s'élèvent à 9 531,06 Mds GNF à fin septembre 2024 sur une prévision de la période de 9 433,83 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 101,03%. Par rapport à l'objectif fixé en LFR 2024 de 10 902,05 Mds GNF, ce taux de réalisation est de 87,42%.

Ce niveau de recettes mobilisées par la DGD se décline par catégorie comme suit :

- impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 5 055,15 Mds GNF (53,04%) ;
- impôts sur les biens et services pour 3 766 Mds GNF (39,51%) dont 265,07 Mds GNF pour les ressources BAS FODECCON ;
- revenus sur les produits pétroliers affectés au fonds d'entretien routier pour 560,00 Mds GNF (5,88%) et ;
- autres comptes à recevoir (exercice clos) pour 149,91 Mds GNF (1,57%).

Il importe de noter que les droits de douanes et autres droits à l'importation représentent 65,80% des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales s'élevant à 5 055,15 Mds GNF. Quant aux taxes à l'exportation, elles représentent 34,20% de cette catégorie d'impôt.

En outre, sur les 9 531,06 Mds GNF de recettes mobilisées à fin septembre 2024 par l'administration des douanes, 8 556,08 Mds GNF sont des recettes budgétaires et 974,98 Mds GNF constituent des recettes pour le compte des opérations de trésorerie en faveur de la Chambre du Commerce et de la Chambre d'Agriculture, d'une part et des recettes de consignations, de remises sur crédits d'enlèvement, de bordereaux de frais unique et de recouvrement sur exercice clos, d'autre part.

Les recettes globales mobilisées par produit se répartissent comme suit :

- produits pétroliers (y compris RER) : 2 651,51 Mds GNF, soit une contribution de 27,82% ;
- produits miniers : 1 722 ,24 Mds GNF encaissés, soit 18,07% du total des recettes douanières, soit une moins-value de -120,04 Mds GNF par rapport à la prévision de 1 842,28 Mds GNF ;
- autres produits (y compris CTSS) : 5 157,31 Mds GNF, soit une contribution de 54,11%.

Il importe de noter que le carburant a été subventionné à hauteur de 672,55 Mds GNF.

**Les restes à recouvrer (RAR) :**

Les restes à recouvrer découlant de la différence entre les émissions de 11 698,55 Mds GNF et les recouvrements de 11 202,702 Mds GNF de la période se chiffrent **495,85 Mds GNF**.

**Tableau 8:** Recettes collectées par la DGD au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (Mds GNF)

Libellé	3T2023			2T2024			3T2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T2&T3	2023/2024
	A	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	j=h/e-1	k=h/b-1
<b>14. Impôts sur les biens et services</b>	<b>327,43</b>	<b>165,78</b>	<b>50,63%</b>	<b>1 380,60</b>	<b>1 283,83</b>	<b>92,99%</b>	<b>759,79</b>	<b>1 091,81</b>	<b>143,70%</b>	<b>-14,96%</b>	<b>558,60%</b>
<i>141. Impôts généraux sur les biens et services</i>	288,45	109,82	38,07%	1 179,17	1 149,37	97,47%	917,47	1 160,90	126,53%	1,00%	957,10%
14110. Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	288,45	109,82	38,07%	1 179,17	1 149,37	97,47%	917,47	1 160,90	126,53%	1,00%	957,10%
<i>1411002. TVA à l'importation</i>	230,89	67,25	29,13%	1 133,29	1 117,46	98,60%	914,84	1 125,63	123,04%	0,73%	1573,87%
<i>1411003. TVA sur Finex</i>	57,56	42,57	73,96%	45,88	31,91	69,55%	2,63	35,27	1341,46%	10,54%	-17,15%
<i>142. Les accises</i>	38,98	55,96	143,56%	201,44	134,46	66,75%	0,00	49,55	-	-63,15%	-11,45%
<i>14210. Droits d'accises</i>	29,07	31,31	107,68%	126,54	48,04	37,96%	0,00	49,55	-	3,14%	58,28%
<i>14211. Taxe spécifique sur les produits pétroliers</i>	9,90	24,65	248,91%	74,89	86,41	115,38%	0,00	0,00	0,00%	-100,00%	-100,00%
<b>15. Impôts sur le commerce extérieur et les transactions inter-tio-les</b>	<b>1 541,66</b>	<b>1 492,14</b>	<b>96,79%</b>	<b>1 908,41</b>	<b>1 899,28</b>	<b>99,52%</b>	<b>1 616,82</b>	<b>1 570,28</b>	<b>97,12%</b>	<b>-17,32%</b>	<b>5,24%</b>
<i>151. Droits de douanes et autres droits à l'importation</i>	1 084,64	1 091,70	100,65%	1 305,00	1 135,81	87,04%	875,70	1 157,97	132,23%	1,95%	6,07%
<i>15110. Droit fiscal à l'importation</i>	726,67	880,80	121,21%	1 021,86	870,22	85,16%	668,04	838,35	125,49%	-3,66%	-4,82%
<i>15111. Droit de magasinage</i>	1,03	0,02	1,95%	0,17	0,14	80,30%	0,00	0,09	-	-32,09%	368,30%
<i>15112. Taxe d'entreposage</i>	46,51	32,32	69,50%	35,57	31,38	88,21%	30,81	24,49	79,49%	-21,95%	-24,23%
<i>15113. redevances de liquidation</i>	232,62	159,85	68,71%	212,60	205,22	96,53%	147,31	188,13	127,71%	-8,33%	17,69%
<i>15114. Produit de ventes aux enchères</i>	8,69	0,96	11,07%	3,06	1,83	59,77%	0,00	1,64	-	-10,40%	70,13%
<i>15115. Taxe enregistrement douane</i>	53,39	7,88	14,76%	23,25	16,91	72,73%	4,54	16,93	373,33%	0,14%	114,89%
<i>15116. Taxes conjoncturelles de protection</i>	14,77	8,77	59,37%	7,25	6,94	95,64%	7,34	7,76	105,73%	11,93%	-11,44%
<i>15118. Amendes et confiscations douanières</i>	0,00	0,00	-	0,00	1,88	-	16,53	1,19	7,18%	-36,91%	-
<i>15119. Redevances de prestation administratives</i>	0,96	1,10	115,41%	1,24	1,30	105,13%	1,13	1,24	109,90%	-4,47%	12,51%
<i>152. Taxes à l'exportation</i>	457,02	373,19	81,66%	603,41	763,47	126,53%	635,34	412,30	64,89%	-46,00%	10,48%
<i>15210. Taxes à l'exportation sur les substances autres minières</i>	455,18	400,43	87,97%	601,38	761,54	126,63%	631,90	410,54	64,97%	-46,09%	2,53%
<i>15213. Droit fiscal à la sortie</i>	1,85	0,00	0,06%	2,03	1,94	95,29%	3,44	1,76	51,16%	-9,07%	162904,63%
<b>TOTAL RECETTES DGD (1) HORS FODECON</b>	<b>1 869,09</b>	<b>1 657,91</b>	<b>88,70%</b>	<b>3 289,02</b>	<b>3 183,11</b>	<b>96,78%</b>	<b>2 376,61</b>	<b>2 662,09</b>	<b>112,01%</b>	<b>-16,37%</b>	<b>60,57%</b>
<i>Autres comptes à recevoir (ex. clos)</i>	108,08	0,00	0,00%	106,95	46,60	43,57%	0,00	0,00	-	-100,00%	-
Redevance d'Entretien Routier (RER)	43,24	161,55	373,64%	255,57	240,39	94,06%	108,41	112,33	103,62%	-53,27%	-30,47%
<b>TOTAL DGD YC RER ET AUTRE COMPTE (3)</b>	<b>2 020,41</b>	<b>1 819,47</b>	<b>90,05%</b>	<b>3 651,54</b>	<b>3 470,10</b>	<b>95,03%</b>	<b>2 485,02</b>	<b>2 774,42</b>	<b>111,65%</b>	<b>-20,05%</b>	<b>52,49%</b>
BAS/FODECCON	42,59	161,89	380,11%	76,98	74,83	97,21%	102,25	113,27	110,78%	51,37%	-30,04%
<b>TOTAL DGD YC RER ET AUTRE COMPTE (3)</b>	<b>2 063,00</b>	<b>1 981,36</b>	<b>96,04%</b>	<b>3 728,52</b>	<b>3 544,93</b>	<b>95,08%</b>	<b>2 587,27</b>	<b>2 928,18</b>	<b>113,18%</b>	<b>-17,40%</b>	<b>47,79%</b>

Source : DGD

### II.3.3. Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT-CP)

La DGT-CP a recouvré au troisième trimestre 2024 un montant de 380,51 Mds GNF sur une prévision de 889,45 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 42,78%. Comparativement au deuxième trimestre 2024, ce taux est en hausse de +36,65%. Cette augmentation est liée essentiellement à la hausse du niveau de recouvrement des amendes, pénalités et confiscations et sur les revenus de la propriété. Toutefois, en glissement annuel, on note une baisse de 19,78%, correspondant à -474,31 Mds GNF.

De manière cumulée, les recettes mobilisées par la DGT-CP à fin septembre 2024 se chiffrent à 1 042,52 Mds GNF sur une prévision de 2 017,99 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 51,66%. Par rapport à l'objectif de la LFR 2024, ce taux est de 34,23%.

Les recettes mobilisées à fin septembre 2024 se décomposent comme suit :

- revenu de la propriété.....371,28 Mds GNF
- taxes sur l'utili. ou l'autori. d'utiliser des biens.....354,48 Mds GNF
- vente de biens et services.....253,19 Mds GNF
- recettes diverses..... 62,17 Mds GNF
- amendes, pénalités et confiscations..... 1,40 Mds GNF.

Ces encaissements se répartissent en recettes fiscales pour 354,48 Mds GNF (34%) et en « autres recettes » pour 688,04 Mds GNF (66%).

Il importe de noter que le recouvrement global de la DGT-CP est constitué à 60,23% de recettes administratives, 35,61% de dividendes et 4,16% de recettes minières.

Le tableau ci-dessous présente le détail des recettes mobilisées par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique au troisième trimestre 2024.

**Tableau 9:** Situation de mobilisation des recettes par la DGT-CP à fin Septembre 2024 (Mds GNF)

Libellé	3T2023			2T2024			3T2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T2&T3	2023/2024
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	j=h/e-1	k=h/b-1
<b>144. Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités</b>	<b>106,16</b>	<b>132,63</b>	<b>124,93%</b>	<b>272,25</b>	<b>100,00</b>	<b>36,73%</b>	<b>670,83</b>	<b>123,25</b>	<b>18,37%</b>	<b>23,25%</b>	<b>-7,07%</b>
114414 Ticket d'entrée	0,00	0,00	-	0,00	0,00	-	565,94	0,00	0,00%	-	-
14417. Redevances sociétés de pêche	3,75	35,42	944,86%	17,98	20,95	116,48%	34,48	22,72	65,90%	8,48%	-35,86%
14418. Redevance comptoirs acheteurs collecteurs. (Diamant)	0,01	1,29	15801,35%	2,84	0,71	24,96%	0,00	0,52	-	-26,37%	-59,46%
144180. Redevance sur l'utilisation des eaux souterraines et superficières	0,10	0,15	154,30%	0,00	0,00	-	0,00	0,00	-	-	-100,00%
14419. Redevances exploitation minières	3,63	7,62	209,79%	29,67	1,50	5,06%	0,00	5,51	-	266,57%	-27,69%
144190. Permis d'importation et d'exportation de marchandises (DDI-DDE)	42,92	37,45	87,25%	36,57	46,17	126,25%	57,88	51,90	89,67%	12,42%	38,61%
114429 Frais d'autorisation de transport	0,00	0,00	-	0,00	0,08	-	7,87	0,00	0,00%	-100,00%	-
144182. Redevance superficière	4,75	0,00	0,02%	0,00	0,00	-	3,36	0,16	4,72%	-	20445,40%
144183. Redevance de chasse et faunes	0,00	0,00	-	0,11	0,00	0,00%	0,00	0,00	-	-	-
14422. Redevances téléphone mobile GSM	51,27	52,60	102,60%	185,08	30,00	16,21%	0,00	42,56	-	41,86%	-19,10%
14424. Frais de délivrance des agréments du tourisme et de l'hôtellerie	0,02	0,00	0,00%	0,00	0,00	-	0,07	0,00	0,00%	-	-
14425. Frais de délivrance des agréments autres activités non classées	1,48	0,00	0,00%	0,00	0,60	-	0,98	0,00	0,00%	-100,00%	-
<b>3. Autres recettes</b>	<b>626,47</b>	<b>301,37</b>	<b>48,11%</b>	<b>295,57</b>	<b>178,46</b>	<b>60,38%</b>	<b>218,62</b>	<b>257,26</b>	<b>117,67%</b>	<b>44,15%</b>	<b>-14,64%</b>
<b>31. Revenu de la propriété</b>	<b>424,98</b>	<b>184,82</b>	<b>43,49%</b>	<b>243,60</b>	<b>69,77</b>	<b>28,64%</b>	<b>0,00</b>	<b>147,56</b>	<b>-</b>	<b>111,50%</b>	<b>-20,16%</b>
312. Dividendes	424,98	184,82	43,49%	243,60	69,77	28,64%	0,00	147,56	-	111,50%	-20,16%
<b>32. Vente de biens et services</b>	<b>80,91</b>	<b>126,83</b>	<b>156,76%</b>	<b>42,03</b>	<b>85,29</b>	<b>202,91%</b>	<b>196,79</b>	<b>93,00</b>	<b>47,26%</b>	<b>9,03%</b>	<b>-26,67%</b>
321. Ventes des établissements marchands	7,39	10,95	148,22%	0,19	3,38	1796,72%	22,83	17,30	75,78%	411,74%	57,97%
32110. Locations d'actifs produits	0,04	0,06	147,82%	0,19	0,05	25,89%	0,00	0,02	-	-67,28%	-73,68%
32111. Locations d'actifs non produits	59,01	21,78	36,91%	0,00	6,66	-	46,17	34,57	74,88%	418,75%	58,71%
32111. Redevances domaniales	59,01	21,78	36,91%	0,00	6,66	-	46,17	34,57	74,88%	418,75%	58,71%
322. Droits et frais administratifs	73,52	115,88	157,61%	41,85	81,91	195,75%	173,96	75,70	43,52%	-7,59%	-34,67%
32211. Frais judiciaires	0,88	0,24	27,58%	0,19	0,21	110,46%	0,77	0,32	41,48%	51,20%	30,79%
32212. Recettes Consulaires	2,67	0,03	1,03%	0,00	0,03	-	0,29	0,04	13,13%	40,47%	35,99%
3222.2 ventes de passeports	11,47	26,11	227,67%	12,08	32,08	265,63%	43,36	13,30	30,68%	-58,54%	-49,05%
32214. Visa d'entrée sur le sol guinéen	7,69	11,56	150,26%	9,59	6,53	68,02%	9,12	10,32	113,20%	58,20%	-10,70%

Libellé	3T2023			2T2024			3T2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T2&T3	2023/2024
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	j=h/e-1	k=h/b-1
32214. Cartes de séjours étrangers résidents	0,32	0,71	224,67%	0,59	0,44	74,37%	0,40	0,58	145,30%	32,21%	-17,47%
32216. Droits et Frais de cartes -tios d'identité	1,89	1,77	93,90%	1,05	2,13	203,69%	2,15	2,18	101,46%	2,41%	22,96%
32217. Vente de documents administratifs (valeur et titres)	1,86	0,00	-0,03%	2,66	0,91	34,11%	0,39	2,02	512,53%	122,59%	-382001,70%
32219. Droits topographiques	0,69	15,17	2190,39%	0,22	5,67	2566,15%	1,19	0,75	62,78%	-86,78%	-95,06%
32223. Permis de conduire	3,15	0,00	0,04%	2,07	3,01	145,05%	5,90	8,18	138,71%	172,03%	675007,92%
32220. Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	14,43	13,83	95,83%	13,39	11,62	86,79%	20,69	22,50	108,75%	93,51%	62,66%
32221. Autres droits et frais administratifs	0,25	0,21	85,93%	0,00	4,11	-	0,00	0,00	-	-100,00%	-100,00%
32222. Extrait de -issance biométrique	3,07	14,18	462,02%	0,00	0,00	-	3,87	0,00	0,00%	-	-100,00%
32223. Permis de travail aux étrangers	5,16	2,83	54,84%	0,00	16,86	-	85,83	19,19	22,36%	13,78%	578,21%
32224. Droits d'a-lyse et de contrôle du laboratoire -tio-l	20,00	29,23	146,15%	0,00	-1,69	-	0,00	0,00	-	-100,00%	-100,00%
<b>33. Amendes, pé-lités et confiscations</b>	<b>0,40</b>	<b>0,22</b>	<b>55,70%</b>	<b>0,22</b>	<b>0,23</b>	<b>103,73%</b>	<b>1,66</b>	<b>1,01</b>	<b>60,98%</b>	<b>346,77%</b>	<b>355,75%</b>
331. Amendes, Pé-lités et Confiscations	0,28	0,22	78,34%	0,22	0,23	103,73%	1,66	1,01	60,98%	346,77%	355,75%
33110. Amendes judiciaires	0,32	0,00	0,00%	0,00	0,00	-	0,04	0,00	0,00%	-	-
33111. Amendes Polices routières	0,27	0,14	53,87%	0,22	0,12	56,41%	0,10	0,37	361,34%	204,38%	159,78%
33112. Amendes Gendarmerie routière	0,11	0,08	67,45%	0,00	0,10	-	0,46	0,56	120,74%	439,88%	617,79%
33113. Amendes de pêches	0,00	0,00	-	0,00	0,00	-	1,05	0,08	7,52%	-	-
349. Autres transferts reçus	88,15	0,00	0,00%	0,00	0,00	-	0,00	0,00	-	-	-
<b>35. Recettes diverses</b>	<b>30,07</b>	<b>29,50</b>	<b>98,08%</b>	<b>9,71</b>	<b>23,18</b>	<b>238,71%</b>	<b>20,18</b>	<b>15,70</b>	<b>77,80%</b>	<b>-32,27%</b>	<b>-46,78%</b>
351. Recettes diverses	30,07	29,50	98,08%	9,71	23,18	238,71%	20,18	15,70	77,80%	-32,27%	-46,78%
35112. Ristournes sur les recettes des jeux	6,80	25,63	376,77%	9,71	22,02	226,76%	20,18	11,55	57,24%	-47,54%	-54,95%
35113. Recettes en atténuation des dépenses	3,27	3,86	118,02%	0,00	0,06	-	0,00	0,35	-	442,67%	-91,03%
35114. Recettes Exceptionnelles	20,00	0,00	0,00%	0,00	1,10	-	0,00	0,00	-	-100,00%	-
<b>TOTAL DGTCP</b>	<b>730,68</b>	<b>474,00</b>	<b>64,87%</b>	<b>567,82</b>	<b>278,46</b>	<b>49,04%</b>	<b>889,45</b>	<b>380,51</b>	<b>42,78%</b>	<b>36,65%</b>	<b>-19,72%</b>
Cession d'actif, consig-tion et fonds de concours	0,00	0,31	-	0,00	0,00	-	0,00	0,00	-	-	-100,00%
<b>TOTAL DGTCP yc Cession d'actif</b>	<b>730,68</b>	<b>474,31</b>	<b>64,91%</b>	<b>567,82</b>	<b>278,46</b>	<b>49,04%</b>	<b>889,45</b>	<b>380,51</b>	<b>42,78%</b>	<b>36,65%</b>	<b>-19,78%</b>

Source : DGT-CP

#### **II.3.4. Recettes à régulariser**

Sur la période, les recettes à régulariser constituées à fin septembre 2024 s'élèvent à 1,44 Mds GNF.

#### **II.3.5. Risques et perspectives sur les recettes**

En matière de risques, la mobilisation des recettes intérieures au cours du troisième trimestre 2024 a été impactée négativement par :

- les exonérations et la multiplication de groupe spécial TVA dans le secteur minier ;
- l'instabilité du réseau de la téléphonie et les difficultés financières de CELLCOM et MTN ont fait baisser le chiffre d'affaires du secteur. Seule la société Orange Guinée contribue aujourd'hui à ces impôts de manière significative ;
- le ralentissement des activités minières en saison des grandes pluies avec ses corollaires sur le niveau de la production du secteur ainsi que le niveau des emplois temporaires ;
- le retard dans l'octroi des permis de recherche et d'exploitation de certaines sociétés minières ;
- la subvention sur les produits pétroliers et les dépenses fiscales.

En perspectives, la mise en place des mesures d'encadrement des dépenses fiscales notamment des exonérations, pourrait garantir l'atteinte des objectifs de mobilisation des recettes.

Enfin, les études engagées par les sociétés minières pour la construction de raffinerie et les différentes études d'impacts social et environnemental permettront certainement de mieux capitaliser sur la fiscalité.

### III. SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires au troisième trimestre 2024 porte sur les points suivants :

- la situation globale de l'exécution des dépenses ;
- la situation des mouvements de crédits ;
- l'analyse des dépenses par grande nature économique ;
- la situation d'exécution des projets et programmes ;
- la situation des restes à payer ;
- la situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés.

#### III.1. La situation globale de l'exécution des dépenses

Au cours du troisième trimestre 2024, les dépenses payées y compris celles financées sur ressources extérieures se chiffrent à 5 069,49 Mds GNF sur un montant total pris en charge par les comptables publics de 7 344,48 Mds, soit un taux d'exécution de 69,02%. Rapportées au montant total des engagements budgétaires (6 917,25 Mds GNF), ce taux est de 73,29%.

Comparé au trimestre précédent, le niveau de paiement des dépenses affiche une baisse de 15,07%. Cette baisse est principalement imputable aux dépenses sur financement extérieur qui ont connu une diminution de 64,31% par rapport au trimestre précédent. De même, en glissement annuel, les paiements trimestriels baissent de 5,28%.

Par rapport à l'objectif de dépenses du plan d'engagement du troisième trimestre 2024 se chiffrant à 7 890,31 Mds GNF, le taux d'exécution base paiement est de 53,13%.

Quant aux dépenses prises en charge par les comptables publics, elles se chiffrent à 7 344,48 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 106,18% par rapport au montant engagé (6 917,25 Mds) au cours du trimestre.

**Tableau 10:** Exécution globale par grande nature économique yc BAS au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024

Libellé	Paiement s		Plan d'eng		Engagement		Prises en Charges Comptables		Paiement			Ecart en %	
	3T2023	T3	T3	Taux	T3	Taux	T2	T3	Taux	T2_T3	2023_22_024		
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/c	g	h	i=h/e	j=(h/g-1)	k=(h/a-1)		
Charges financières de la dette	350,31	387,59	588,44	151,82%	588,44	100,00%	452,4	588,44	100,00%	30,07%	67,98%		
Dépenses de personnel	1495,95	2424,04	2198,29	90,69%	2 424,25	110,28%	1 702,80	1 711,39	70,59%	0,50%	14,40%		
Dépenses de biens et services	559,81	827,62	865,18	104,54 %	721,85	83,43%	452,69	734,94	101,81%	62,35%	31,28%		
Dépenses de Transfert	1016,71	3044,51	1423,63	46,76%	1 998,70	140,39%	688,01	739,44	37,00%	7,48%	-27,27%		
Dépenses d'investissement	381,3	1206,56	964,43	79,93%	733,96	76,10%	215,53	417,99	56,95%	93,94%	9,62%		
<b>Total hors Finex</b>	<b>3 804,08</b>	<b>7 890,31</b>	<b>6 039,97</b>	<b>76,55%</b>	<b>6 467,20</b>	<b>107,07%</b>	<b>3 511,43</b>	<b>4 192,21</b>	<b>64,82%</b>	<b>19,39%</b>	<b>10,20%</b>		
Dépenses d'investissement Finex	1 547,82	1 542,08	877,28	56,89%	877,28	100,00%	2 457,83	877,28	100,00%	-64,31%	-43,32%		
<b>TOTAL yc Finex</b>	<b>5 351,90</b>	<b>9 432,40</b>	<b>6 917,25</b>	<b>73,33%</b>	<b>7 344,48</b>	<b>106,18%</b>	<b>5 969,26</b>	<b>5 069,49</b>	<b>69,02%</b>	<b>-15,07%</b>	<b>-5,28%</b>		

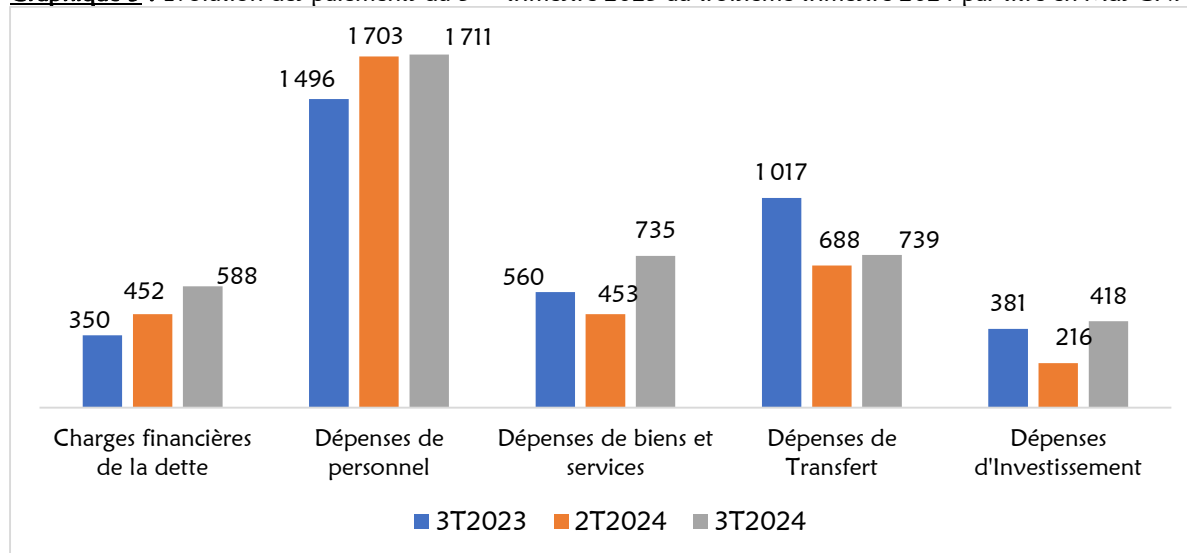
Source : DGB, DNSI

Les dépenses budgétaires payées hors financement extérieur se chiffrent à 4 192,21 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 53,13% par rapport à l'objectif du plan d'engagement du troisième trimestre 2024.

Ces paiements se décomposent en dépenses courantes pour 3 774,22 Mds GNF (90%) et en dépenses d'investissement pour 417,99 Mds GNF (10%). Comparativement au trimestre passé, ils augmentent de 19,39%.

Le graphique ci-dessous présente l'exécution des dépenses y compris FINEX, par grande nature économique.

**Graphique 3** : Évolution des paiements du 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 au troisième trimestre 2024 par titre en Mds GNF



**Source** : DGB, DNSI

Au total, l'exécution des dépenses (base paiement, y compris FINEX) se chiffre à 14 095,03 Mds GNF sur un objectif en LFR 2024 de 38 649,59 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 36,47%.

Quant aux dépenses engagées hors financement extérieur, elles se chiffrent à 18 563,41 Mds GNF, soit 57,62% des crédits annuels. Les dépenses payées hors financement extérieur représentent 55,24% des dépenses engagées.

En volume, elles s'élèvent à 10 254,11 Mds GNF, soit 59,22% du montant total pris en charge par les comptes publics et 26,53% par rapport aux prévisions de la LFR 2024.

En glissement annuel, on note une baisse de 12,89% du niveau global des paiements hors financement extérieur, entre fin septembre 2024 et 2023.

Au total, un montant de 22 404,33 Mds GNF est engagé pendant les trois premiers trimestres de 2024, soit un taux d'exécution de 88,14% des objectifs cumulés des plans d'engagement de la période. Quant au taux des dépenses prises en charge par les comptes publics rapportées aux engagements budgétaires, il se chiffre à 94,43%. Sur la même période, le taux d'exécution base prise en charge comptable se chiffre à 66,62%.

De manière globale, l'exécution des dépenses y compris FINEX, se présente dans le tableau ci-dessous, par grande nature économique.

**Tableau 11:** Exécution globale cumulée par grande nature économique yc BAS au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024

Libellé	LFR (1)	Plan d'eng		Engagement		Prises en Charges Comptables		Paiement		
		T1 à T3 (2)	Taux (3=2/1)	T1 à T3 (4)	Taux (5=4/2)	T1 à T3 (6)	Taux (7=6/4)	T1 à T3 (8)	Taux (9=8/6)	Part
Charges financières de la dette	1 506,14	895,45	59,45%	1 219,33	136,17%	1 219,33	100,00%	1 219,33	100,00%	8,65%
Dépenses de personnel	9 440,31	6 799,11	72,02%	6 759,22	99,41%	6 381,52	94,41%	4 895,75	76,72%	34,73%
Dépenses de biens et services	4 445,50	2 119,50	47,68%	2 402,28	113,34%	1 794,96	74,72%	1 370,60	76,36%	9,72%
Dépenses de Transfert	9 526,96	6 792,39	71,30%	4 708,68	69,32%	4 795,15	101,84%	1 986,43	41,43%	14,09%
Dépenses d'Investissement	7 298,67	3 987,19	54,63%	3 473,90	87,13%	3 124,53	89,94%	781,99	25,03%	5,55%
<b>Total hors Finex</b>	<b>32 217,59</b>	<b>20 593,63</b>	<b>63,92%</b>	<b>18 563,41</b>	<b>90,14%</b>	<b>17 315,49</b>	<b>93,28%</b>	<b>10 254,11</b>	<b>59,22%</b>	<b>72,75%</b>
<b>Dépenses d'invest. Finex</b>	<b>6 432,00</b>	<b>4 824,00</b>	<b>75,00%</b>	<b>3 840,92</b>	<b>79,62%</b>	<b>3 840,92</b>	<b>100,00%</b>	<b>3 840,92</b>	<b>100,00%</b>	<b>27,25%</b>
<b>TOTAL yc Finex</b>	<b>38 649,59</b>	<b>25 417,64</b>	<b>65,76%</b>	<b>22 404,33</b>	<b>88,14%</b>	<b>21 156,41</b>	<b>94,43%</b>	<b>14 095,03</b>	<b>66,62%</b>	<b>100,00%</b>

Source : DGB/DNSI/DNIP/DGT-CP

### Exécution des dépenses des Budgets d'Affectation Spéciale (BAS)

La mise à disposition des ressources affectées aux BAS est faite sur la base des arrêtés de dépenses de transfert en capital en faveur des organes de gestion des différents BAS.

A fin septembre 2024, un montant total de 305,59 Mds GNF a été accordé aux BAS dont :

- le Fonds National de Développement Local (FNDL) pour **92,19 Mds GNF** ;
- le Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECCON) pour **61,58 Mds GNF** ; et
- le Fonds d'Investissement Minier (FIM) pour **76,82 Mds GNF** ;
- le Fonds Commun de l'Éducation (FCE) pour **75 Mds GNF**.

### III.2. Situation des modifications de crédits

Au troisième trimestre 2024, les modifications de crédits opérées en ouverture et en annulation dégage un solde de 150 Mds GNF d'ouverture de crédits budgétaires.

Ces modifications concernent :

- les dépenses de biens et services : 103,13 Mds GNF de crédits ouverts contre des annulations de 66,44 Mds GNF, soit un solde de 36,69 Mds GNF ;
- les dépenses de transfert : 77,35 Mds GNF en ouverture contre 77,35 Mds GNF en annulation, soit un solde nul ;
- les dépenses d'investissement : 402,74 Mds GNF de crédits ouverts contre des annulations de 289,43 Mds GNF, soit un solde de 113,31 Mds GNF.

Le tableau n°12 ci-dessous récapitule les mouvements de crédits par Ministères et Institutions.

**Tableau 12:** Situation des modifications de crédits au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (en Mds GNF)

No	Titre	Crédits LFI	Crédits LFR	Modifications au T3 2024			Crédit actuel
				Ouverture	Annulation	Solde	
1	Charges financières de la dette	1 406,23	1506,14			0	1506,14
2	Dépenses de personnel	9 270,53	9440,31			0	9440,31
3	Dépenses de biens et services	4 120,32	4445,5	103,13	66,44	36,69	4482,19
4	Dépenses de Transfert	8 327,65	9526,96	77,35	77,35	0	9526,96
5	Dépenses d'Investissement	7 075,84	7298,67	402,74	289,43	113,31	7411,99
<b>Total hors Finex</b>		<b>30 200,58</b>	<b>32 217,59</b>	<b>583,22</b>	<b>433,22</b>	<b>150,00</b>	<b>32 367,59</b>

Source : DGB, DNSI

En effet, ces modifications de crédits budgétaires concernent dix-neuf (19) Ministères, une Institution, deux (2) Secrétariats Généraux et la section « dépenses communes (DC) ».

Le tableau n°13 ci-dessous récapitule les mouvements de crédits par Ministère et Institution.

**Tableau 13:** Situation des modifications de crédits au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 par Ministère et Institution (en Mds GNF)

Code	Ministère/Institution	Crédits LFI	Crédits LFR	Modifications au T3 2024			Crédit actuel	
				Ouverture	Annulation	Solde		
3	Ministère de la défense nationale	4624,61	4844,14	32,36	0	32,36	4624,61	4876,5
4	Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	1649,23	1504,53	0	0	0	1649,23	1504,53
5	Ministère de la sécurité et de la protection civile	733,14	737,66	14,29	3,29	11	733,14	748,66
6	Garde des sceaux, Ministère de la justice et des droits de l'homme	424,24	436,12	0	0	0	425,14	436,12
8	Ministère du plan et de la coopération Internationale	194,33	217,83	1,3	1,3	0	194,33	217,83
9	Ministère de l'économie et des finances	2138,16	2202,66	0	0	0	2138,67	2202,66
10	Ministère du Travail et de la Fonction Publique	196,34	268,37	0	0	0	227,34	268,37
12	Ministère de la pêche et de l'économie maritime	138,98	195,75	3,36	3,36	0	138,98	195,75
15	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	237,53	387,72	0	0	0	242,39	387,72
16	Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	170,11	164,74	0	0	0	170,11	164,74
18	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	1417,28	1345,4	29,18	29,18	0	1417,28	1345,4
19	Ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables	200,05	228,9	1,8	0	1,8	200,05	230,7
20	Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation	2372,05	2578,21	50,27	20,27	30	2541,22	2608,21
21	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et emploi	431,68	475,65	0	0	0	504,43	475,65
23	Ministère de la jeunesse et des sports	444,54	571,87	335,9	150	185,9	444,54	757,78
28	Secrétariat Général du gouvernement	84,45	76,68	3,46	0	3,46	84,45	80,14
30	Secrétariat Général aux affaires religieuses	89,46	205,45	0	0	0	103,66	205,45
34	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	1123,73	1133,63	68,22	68,22	0	1136,1	1133,63
37	Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	160,26	159,74	0	0	0	160,26	159,74
43	Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	232,84	185,34	0	0	0	238,34	185,34
64	Ministère du budget	362,45	408,83	5,75	2,87	2,88	363,36	411,71
73	Cour des comptes	51,43	64,95	0,64	0	0,64	61,43	65,58
99	Dépenses communes	5230,67	5164,66	36,69	154,73	-118,04	5162,78	5046,62
<b>Total</b>		<b>30200,58</b>	<b>32217,59</b>	<b>583,22</b>	<b>433,22</b>	<b>150</b>	<b>30454,87</b>	<b>32367,59</b>

Source : DGB/DNSI

### III.3. Analyse des dépenses par nature

#### III.3.1. Dépenses courantes y compris BAS

Sur une prévision trimestrielle de 7 890,31 Mds GNF, les dépenses courantes ont été payées à hauteur de 4 192,21 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 53,13%. Ce niveau d'exécution se décline comme suit par nature économique de dépense :

- **Charges financières de la dette**

Les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 588,44 Mds GNF sur un objectif du trimestre de 387,59 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 151,82%. Par rapport au trimestre précédent, on note un accroissement de 30,07%.

Ces charges se répartissent en intérêts sur la dette intérieure pour 518,51 Mds GNF (88,12%) et en intérêts sur la dette extérieure pour 69,93 Mds GNF (11,88%).

Les intérêts sur la dette extérieure se décomposent par bailleur ainsi qu'il suit :

- Organisations internationales.....30,65 Mds GNF ;
- Bilatéraux club de Paris..... 23,75 Mds GNF ;
- Bilatéraux hors club de Paris.....15,53 Mds GNF.

Les intérêts sur la dette intérieure concernent les :

- Intérêts sur emprunts obligataires et Obligations du Trésor 327,30 Mds GNF ;
- Intérêts sur découvert exceptionnel ..... 191,21 Mds GNF.

A fin septembre 2024, le niveau de paiement des charges financières de la dette se chiffre à 1 219,32 Mds GNF sur un objectif cumulé des plans d'engagement de 895,45 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 136,17%.

Ce dépassement de l'objectif s'explique par le règlement de certaines charges en faveur de la Banque Centrale qui n'étaient pas initialement prévues. **Ce montant total payé au titre des charges financières de la dette représente environ 81% de l'objectif en loi de finances rectificative 2024.**

- **Dépenses de personnel**

Les dépenses de personnel engagées au troisième trimestre 2024 se chiffrent à 2 198,29 Mds GNF sur une prévision de 2 424,04 Mds GNF, soit 90,69% de réalisation. Sur la base de prises en charge comptable, elles se chiffrent à 2 424,25 Mds GNF. Sur ce montant, 1 711,39 Mds GNF ont été payés, soit 70,59% .

Par rapport au deuxième trimestre 2024, les dépenses de personnel payées ont connu une augmentation de 0,50%. Cet accroissement atteint 31,28% en glissement annuel. Le flux de dépenses du personnel payé au troisième trimestre 2024 se décompose en traitements et salaires en espèces et en traitements et salaires en nature.

Par rapport à l'objectif annuel fixé à 9 440,31 Mds GNF en LFR 2024, le taux d'exécution des dépenses de personnel est de 51,86% à fin septembre 2024, correspondant à 4 895,75 Mds GNF.

- **Dépenses de biens et services**

Au cours du troisième trimestre 2024, les dépenses de biens et services ont été payées à hauteur de **734,94 Mds GNF**, soit un taux d'exécution de 88,80% par rapport aux prévisions du plan d'engagement (827,62 Mds GNF) et 84,95% du montant total engagé (865,18 Mds GNF).

Comparé au trimestre précédent, le niveau des paiements augmente de 62,35%. Rapporté à la même période de 2023, il croit de 31,28% correspondant à +175,13 Mds GNF.

De manière cumulée, les dépenses de biens et services payées se chiffrent à **1 370,60 Mds GNF** sur une prévision en LFR 2024 de 4 445,5 Mds GNF, soit 30,83%.

- **Dépenses de transfert**

Sur une prévision trimestrielle de 3 044,51 Mds GNF, les dépenses de transfert payées se chiffrent à 739,44 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 24,29%. Ce faible taux pourrait s'expliquer par le retard dans les engagements des dépenses de subvention liées à la consommation de l'électricité. par rapport au trimestre précédent on note une hausse de 7,48%

Toutefois, en glissement annuel, on note une baisse de 27,27% ; essentiellement imputable au faible niveau d'exécution de la subvention en faveur de la consommation d'électricité.

De manière cumulée, les dépenses de transfert sont payées à hauteur de 1 986,43 Mds GNF contre un montant de 4 945,93 Mds GNF pris en charge par les comptes publics, soit environ 40,16%. Par rapport à la LFR, le taux de paiement se situe à 20,85%.

## **Dépenses d'investissement y compris BAS**

Le montant des dépenses d'investissement payé y compris BAS et le financement extérieur (FINEX) se chiffre à 1 295,26 Mds GNF au troisième trimestre 2024 sur un objectif de 4 160,05 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 31,14%.

Sur la base des engagements budgétaires, le montant exécuté est de 1 986,74 Mds GNF. Il importe de noter que le montant total pris en charge par les comptes publics intègre les dépenses d'investissements à régulariser.

En outre, le montant payé se décompose en dépenses d'investissement sur FINEX pour 877,28 Mds GNF et sur ressources propres pour 417,98 Mds GNF, représentant 68% et 32% des dépenses d'investissement payées.

Par rapport aux paiements des dépenses d'investissement au deuxième trimestre 2024 de 2 457,83 Mds GNF, on note une baisse de -64,31%, en raison du rythme d'exécution accéléré des dépenses sur financement extérieure (dons et prêts des projets et programmes) au trimestre passé.

L'analyse comparative des dépenses d'investissement globales payées fait ressortir une baisse de 32,86% du niveau de l'exécution desdites dépenses par rapport à la même période en 2023.

Le cumul des dépenses d'investissements payées à fin septembre 2024 se chiffre à 4 622,91 Mds GNF sur un montant total pris en charge de 6 965,45 Mds GNF, soit

66,36%. Le montant payé concerne les projets financés sur ressources extérieures pour 3 840,92 Mds GNF et sur ressources propres pour 781,99 Mds GNF.

Tableau 14: Exécution des projets FINEX par secteur et sous-secteurs au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023/2024 (Mds GNF)

Nomenclature	EXECUTION FINEX 2023			PREVISION 3T2024			EXECUTION FINEX 2024						Ecart en %	
	3T2023			PRETS	DONS	TOTAL	2T2024			3T2024			T2&T3 (2024)	(2023/2022)
	PRETS	DONS	TOTAL				PRETS	DONS	TOTAL	PRETS	DONS	TOTAL		
	a	b	c=(a+b)	d	e	f=(d+e)	g	h	i=(g+h)	j	k	l=(j+k)	m=(l/i-1)	n=(l/c-1)
<b>DEVELOPPEMENT RURAL</b>	<b>405,55</b>	<b>8,00</b>	<b>413,54</b>	<b>121,52</b>	<b>114,36</b>	<b>235,88</b>	<b>12,97</b>	<b>553,94</b>	<b>566,91</b>	<b>109,46</b>	<b>37,93</b>	<b>147,38</b>	<b>-74,0%</b>	<b>-64,4%</b>
Agriculture	405,55	5,56	411,11	121,52	108,06	229,59	12,97	553,94	566,91	109,46	37,93	147,38	%74,0-	%64,1-
Élevage	0,00	2,44	2,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		-100,0%
Peche	0,00	0,00	0,00	0,00	6,30	6,30	0,00	31,22	31,22	0,00	0,00	0,00	%100,0-	
<b>MINES INDUSTRIE-EAU-ENERGIE</b>	<b>87,57</b>	<b>189,63</b>	<b>277,20</b>	<b>233,48</b>	<b>21,54</b>	<b>255,02</b>	<b>391,20</b>	<b>68,98</b>	<b>460,18</b>	<b>45,93</b>	<b>23,07</b>	<b>68,99</b>	<b>%85,0-</b>	<b>%75,1-</b>
Mines -Géologie-Environnement	0,00	14,24	14,24	17,50	0,75	18,25	0,00	31,22	31,22	0,00	7,25	7,25	-76,8%	-49,0%
Industrie-PME-Commerce-Artisanat	22,74	15,48	38,22	32,53	0,50	33,03	7,51	0,00	7,51	0,00	0,00	0,00	%100,0-	%100,0-
Eau Urbaine	0,18	0,00	0,18	0,08	0,00	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		-100,0%
Energie	64,65	159,91	224,57	183,38	20,29	203,66	326,46	80,05	406,51	45,93	15,81	61,74	%84,8-	%72,5-
<b>INFRASTRUCTURES</b>	<b>494,14</b>	<b>55,41</b>	<b>549,55</b>	<b>412,70</b>	<b>0,48</b>	<b>413,18</b>	<b>964,49</b>	<b>15,91</b>	<b>980,40</b>	<b>238,51</b>	<b>0,00</b>	<b>238,51</b>	<b>-75,7%</b>	<b>-56,6%</b>
Urbanisme-Habitat	0,00	0,00	0,00	111,39	0,48	111,87	0,00	0,00	0,00	0,46	0,00	0,46		
Travaux Publics	494,14	55,41	549,55	301,30	0,00	301,30	1062,12	15,91	1078,03	216,80	0,00	216,80	-79,9%	-60,5%
Télécom/Postes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21,25	0,00	21,25		
<b>SOCIAL</b>	<b>99,03</b>	<b>105,88</b>	<b>204,91</b>	<b>361,94</b>	<b>56,58</b>	<b>418,52</b>	<b>103,63</b>	<b>36,50</b>	<b>140,13</b>	<b>56,35</b>	<b>2,78</b>	<b>59,13</b>	<b>%57,8-</b>	<b>%71,1-</b>
Santé	54,23	20,18	74,41	120,06	14,58	134,64	95,97	29,96	125,93	56,23	0,00	56,23	-55,4%	-24,4%
Santé Publiques	23,57	0,30	23,87	0,00	0,00	0,00	95,97	29,96	125,93	0,00	0,00	0,00	%100,0-	%100,0-
Affaires Sociales	0,00	85,40	85,40	6,90	17,00	23,90	95,97	29,96	125,93	0,00	2,78	2,78	-97,8%	-96,7%
Enseignement Pré-Universitaire	2,35	0,00	2,35	0,00	0,00	0,00	12,70	70,09	82,79	0,00	0,00	0,00	%100,0-	%100,0-
Enseignement Sup/Recherche Scientifi	18,87	0,00	18,87	0,00	25,00	25,00	12,70	70,09	82,79	0,00	0,00	0,00	-100,0%	-100,0%
Eenseignement Technique/Formation Profession	0,00	0,00	0,00	125,45	0,00	125,45	12,70	70,09	82,79	0,00	0,00	0,00	%100,0-	
Jeunesse et Sports	0,00	0,00	0,00	109,54	0,00	109,54	0,00	0,00	0,00	0,12	0,00	0,12		
<b>ADMINISTRATION/DECENTRALISATION</b>	<b>26,77</b>	<b>75,85</b>	<b>102,62</b>	<b>162,18</b>	<b>57,30</b>	<b>219,48</b>	<b>99,98</b>	<b>210,24</b>	<b>310,22</b>	<b>64,71</b>	<b>129,18</b>	<b>193,89</b>	<b>%37,5-</b>	<b>%88,9</b>
Administration Générale	3,23	36,66	39,89	95,09	57,30	152,39	19,11	174,59	193,70	58,92	104,87	163,79	-15,4%	310,6%
Décentralisation /Sécurité/Défense	23,54	39,19	62,73	67,09	0,00	67,09	80,87	35,65	116,52	5,80	24,31	30,10	%74,2-	%52,0-
<b>TOTAL HORS TAXES</b>	<b>1113,06</b>	<b>434,76</b>	<b>1547,82</b>	<b>1291,83</b>	<b>250,25</b>	<b>1542,08</b>	<b>1572,27</b>	<b>885,56</b>	<b>2457,83</b>	<b>514,95</b>	<b>192,95</b>	<b>707,91</b>	<b>-71,2%</b>	<b>-54,3%</b>

Source : DNIPSIG

L'exécution des dépenses d'investissement sur financement extérieur hors FCE au troisième trimestre 2024 s'est établi à 707,91 Mds GNF dont 514,95 Mds GNF au titre des prêts et 192,95 Mds GNF de dons. Rapportée aux prévisions de la période de 1 608,15 Mds GNF, le taux d'exécution est de 44,20%. Ce niveau d'exécution s'explique par des actions de simplification des procédures de décaissement de ces dépenses qui suivent une procédure exceptionnelle d'exécution. Par rapport au trimestre précédent, on note une baisse d'environ 75%.

Comparativement à la même période en 2023 où l'exécution était de 1 547,82 Mds GNF, une baisse de 54,3% est observée, correspondant à 839,91 Mds GNF.

L'exécution des prêts et des dons par bailleurs au troisième trimestre 2024 se décline comme suit :

- Association pour le Développement International (IDA, Banque Mondiale) pour 205,89 Mds GNF ;
- Banque Islamique de Développement pour 204,02 Mds GNF ;
- Groupe Banque Africaine de Développement et Fonds Africain de Développement (BAD – FAD) pour 32,35 Mds GNF ;
- Fonds Koweïtien de Développement Économique (FKDEA) pour 22,31 Mds GNF ;
- Banque Arabe de Développement Économique de l'Afrique (BADEA) pour 9,41 Mds GNF;
- Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID) pour 0,95 Md GNF.

Quant aux dons, ils sont constitués des apports :

- de l'Association pour le Développement International (IDA, Banque Mondiale) pour 185,19 Mds GNF;
- du Groupe Banque Africaine de Développement et Fonds Africain de Développement (BAD – FAD) pour 7,76 Mds GNF.

En terme cumulé, les dépenses d'investissement sur ressources extérieures sont exécutées à hauteur de 3 840,92 Mds GNF dont 2 407,07 Mds GNF (63%) de prêts et 1 409,01 Mds GNF (37%) de dons, dont 24,84 Mds GNF du BAS /FCE.

Rapporté aux prévisions en LFR 2024, le taux d'exécution se situe à 59,71%.

### III.3.2. Situation d'exécution des dépenses par fonction

Le présent point fait l'analyse des dépenses de l'État par objectif socioéconomique. L'exécution globale des dépenses hors FINEX à fin septembre 2024, par grande fonction de l'administration publique se chiffre à 10 254,11 Mds GNF sur base paiement, et se présente comme suit :

- La fonction « **Services Généraux des Administrations Publiques** » a enregistré une exécution de 3 599,94 Mds GNF, représentant 35% des dépenses payées. Ce montant prend en charge le fonctionnement des organes exécutif et législatif, des affaires financières, fiscales et affaires étrangères, des services généraux, la

réduction des charges de la dette et les Autres Services Généraux de l'administration Publique ;

- Les crédits destinés à la fonction « **Défense** » ont été exécutés à hauteur de 3 831,59 Mds GNF, représentant 37% du total des dépenses exécutées. Ils concernent les forces de défense ;
- La fonction « **Ordre et sécurité publics** », quant à elle, a enregistré un niveau d'exécution de 126,19 Mds GNF, soit 1% des dépenses totales exécutées. Cette fonction est composée des Services de la Police, des Tribunaux ainsi que les administrations pénitentiaires ;
- Les dépenses de la fonction « **Affaires Économiques** » ont été exécutées à hauteur de 472,61 Mds GNF, représentant 5% des dépenses globales. Ces dépenses concernent les services liés à l'agriculture, la Sylviculture, la Pêche, la chasse et l'élevage, les combustibles et énergies, la communication ainsi que le financement des autres branches d'activités des industries extractives et manufacturières, la construction et autres affaires économiques ;
- La fonction « **Protection de l'environnement** » a connu une exécution de 15,56 Mds GNF, soit 0,05% de l'ensemble des dépenses. Elle concerne uniquement la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature ;
- La fonction « **Logement et équipements collectifs** » enregistre un paiement de 124,44 Mds GNF, représentant 1% des dépenses totales. Ces dépenses sont exécutées en faveur des logements, de l'alimentation en eau potable et l'éclairage public ;
- La fonction « **Santé** » pour 271,74 Mds GNF, soit 3% des dépenses totales ;
- La fonction « **Loisirs, culture et culte** » exécutée à hauteur de 226,69 Mds GNF, soit 2% des dépenses globales. Elle porte sur les services récréatifs et sportifs, les services culturels et les cultes et autres services communautaires ;
- La fonction « **Enseignement** » exécutée à hauteur de 486,10 Mds GNF, soit 5% des dépenses totales. Elle concerne les dépenses de l'Enseignement supérieur, l'Enseignement postsecondaire non supérieur, l'Enseignement préélémentaire et primaire, des Services annexes à l'enseignement, la Recherche et développement et les Autres enseignements. Il importe de noter que le niveau d'exécution de cette fonction est porté fondamentalement par les salaires et traitements du corps enseignant ;
- La fonction « **Protection sociale** » a connu une exécution des dépenses à hauteur de 1 099,26 Mds GNF, soit 11% de l'ensemble des dépenses. Elle est essentiellement composée des pensions.

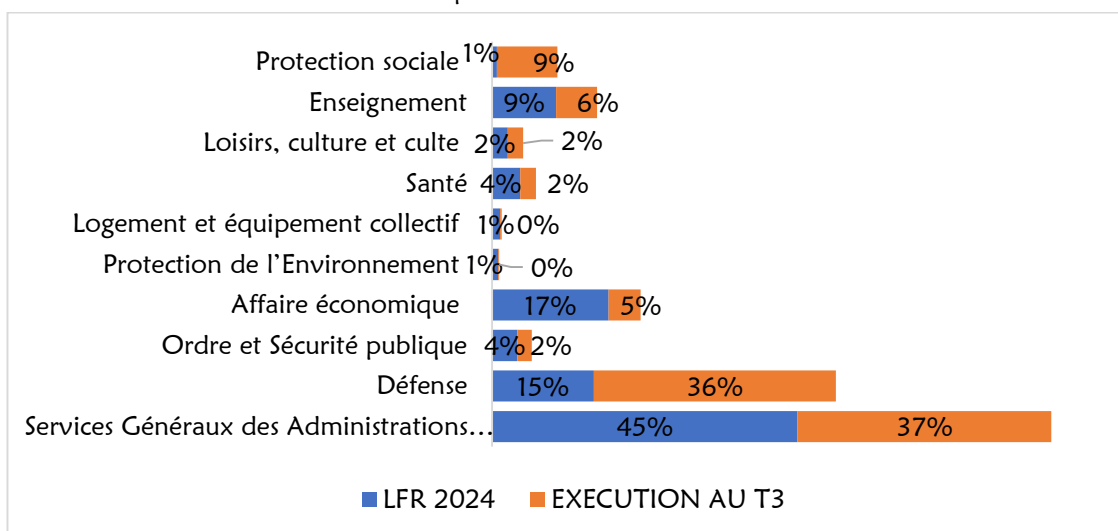
**Tableau 15** : Exécution par grande fonction sur base paiement au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (Mds GNF)

Libellé	LFI 2024	Charges finan. dette		Dép. personnel		Dép. de biens et services		Dép. de Transfert		Dép. d'invest		Total hors finex		Part	
		T2	T3	T2	T3	T2	T3	T2	T3	T2	T3	T2	T3	T2	T3
Services Généraux des Administrations Publiques	7 866,73	452,40	588,44	731,04	636,75	130,79	395,65	62,82	154,89	12,01	74,22	1 389,06	1 849,95	39,6%	43,5%
Défense	4 783,28	0,00	0,00	944,43	1 060,63	103,64	30,22	164,99	75,25	163,00	0,00	1 376,07	1 166,10	39,2%	27,4%
Ordre et Sécurité publique	1 200,04	0,00	0,00	0,00	59,26	6,31	11,69	0,00	12,77	27,34	0,00	33,65	83,73	1,0%	2,0%
Affaire Economique	7 044,10	0,00	0,00	0,00	0,69	0,00	28,16	12,78	102,75	0,47	125,37	13,26	256,96	0,4%	6,0%
Protection de l'Environnement	473,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,75	12,50	0,00	0,00	2,75	12,50	0,1%	0,3%
Logement et Equipement Collectif	1 518,37	0,00	0,00	0,00	1,49	1,01	2,76	1,50	104,74	0,00	10,66	2,51	119,64	0,1%	2,8%
Santé	1 197,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149,25	2,10	28,38	0,00	86,09	2,10	263,72	0,1%	6,2%
Loisirs, Culture et Culte	1 072,56	0,00	0,00	27,32	12,56	0,00	0,00	47,55	9,12	12,72	38,93	87,59	60,61	2,5%	1,4%
Enseignement	4 038,35	0,00	0,00	0,00	0,00	17,96	117,21	214,57	0,00	0,00	76,51	232,53	193,73	6,6%	4,6%
Protection Sociale	3 022,78	0,00	0,00	0,00	0,00	192,98	0,00	178,96	239,04	0,00	6,22	371,93	245,26	10,6%	5,8%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>32 217,59</b>	<b>452,40</b>	<b>588,44</b>	<b>1 702,80</b>	<b>1 771,39</b>	<b>452,69</b>	<b>734,94</b>	<b>688,02</b>	<b>739,44</b>	<b>215,54</b>	<b>417,99</b>	<b>3 511,44</b>	<b>4 252,21</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : DGB et DNSI

Le graphique ci-dessous présente la comparaison par grandes catégories de la classification fonctionnelle des dépenses de l'administration au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024

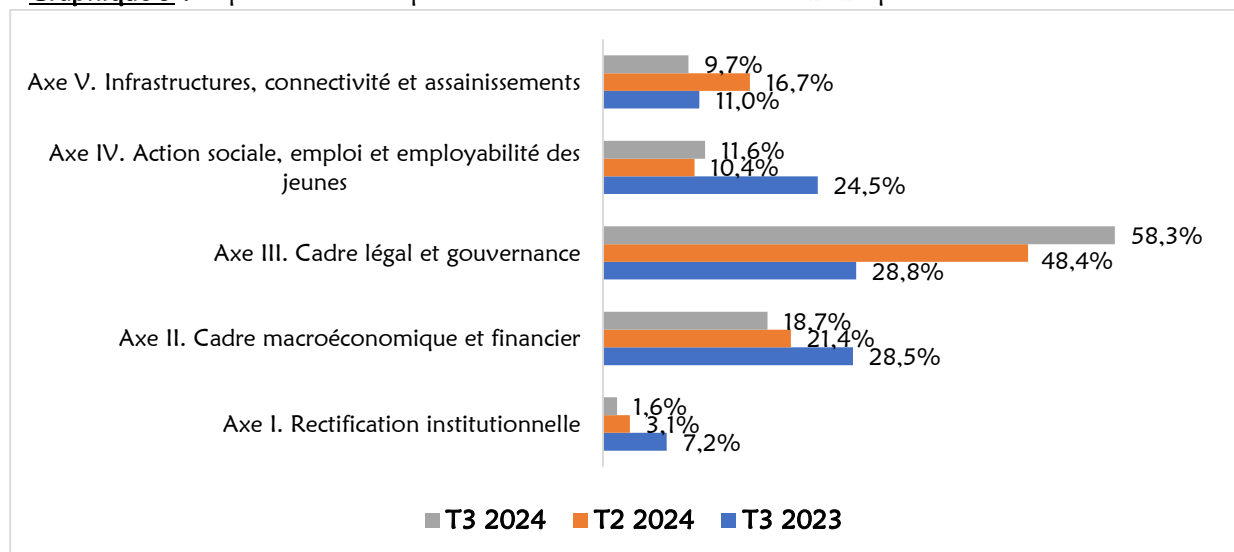
**Graphique 4 :** Comparaison de la part des grandes catégories (divisions) de la classification fonctionnelle des dépenses de l'administration dans la LFR 2024 et les dépenses exécutées



### Déclinaison du budget par axe du Programme de Référence Intérimaire (PRI)

Au troisième trimestre 2024, l'exécution des dépenses par axe du PRI sur base paiement se présente comme suit :

**Graphique 5 :** Répartition des dépenses exécutées au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 par axe du PRI



**Source :** DNSI, DGB, DNIP-SIGPIP

Les principaux axes du PRI ayant consommé le plus de crédits budgétaires au 3<sup>ème</sup> trimestre concernent l'axe « **cadre légal et gouvernance** » pour environ 28,8% des dépenses payées, suivi de l'axe « cadre macroéconomique et financier » pour 28,5% et l'axe « action sociale, emploi et employabilité des jeunes » pour 24,5%.

En comparaison à la même période de 2023, le 3<sup>ème</sup> axe progresse à environ de 30 points de pourcentage. Cependant, on note une régression au niveau des autres axes.

Par source de financement, le détail des dépenses de ces cinq axes prioritaires du PRI, se présente dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 16:** Ventilation du budget en fonction des axes du PRI au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (Mds GNF)

Axes	paiement		LFR	Plan d'Eng		Engag			Paiement				Ecart en%		Part
	t	3T2023		T2	T3	T2	T3	Taux	Taux	T2	T3	Taux	Taux	T2_T3	
	a	b	c	d	e	f	g=e/c	h=f/d	i	j	k=i/e	l=j/f	m=j/i-1	n=j/a-1	
<b>Axe I. Rect. Institut.</b>	<b>509,30</b>	<b>2 045,37</b>	<b>517,18</b>	<b>728,01</b>	<b>288,52</b>	<b>76,50</b>	<b>55,79%</b>	<b>10,51%</b>	<b>130,43</b>	<b>44,80</b>	<b>45,21%</b>	<b>58,56%</b>	<b>-65,66%</b>	<b>-91,20%</b>	<b>0,88%</b>
Budget	469,41	1 777,02	440,84	651,67	212,18	0,16	48,13%	0,02%	40,89	14,69	19,27%	9252,39%	-64,06%	-96,87%	32,80%
FINEX	39,89	268,35	76,34	76,34	76,34	76,34	100,00%	100,00%	89,55	30,10	117,30%	39,43%	-66,38%	-24,54%	67,20%
<b>Axe II. Cadre macro et fin</b>	<b>1 416,58</b>	<b>6 689,45</b>	<b>1 598,62</b>	<b>1 932,66</b>	<b>1 225,48</b>	<b>546,62</b>	<b>76,66%</b>	<b>28,28%</b>	<b>1 154,65</b>	<b>1 024,24</b>	<b>94,22%</b>	<b>187,38%</b>	<b>-11,29%</b>	<b>-27,70%</b>	<b>20,20%</b>
Budget	725,84	4 726,17	1 052,05	1 386,09	678,91	0,05	64,53%	0,00%	127,58	702,81	18,79%	1442804%	450,89%	-3,17%	68,62%
FINEX	690,74	1 963,28	546,57	546,57	546,57	546,57	100,00%	100,00%	1 027,08	321,43	187,91%	58,81%	-68,70%	-53,47%	31,38%
<b>Axe III. Cadre légal et gouvernance</b>	<b>1 269,93</b>	<b>17 016,49</b>	<b>4 041,13</b>	<b>3 763,88</b>	<b>1 345,86</b>	<b>3 262,01</b>	<b>33,30%</b>	<b>86,67%</b>	<b>3 092,37</b>	<b>3 184,67</b>	<b>229,77%</b>	<b>97,63%</b>	<b>2,98%</b>	<b>150,78%</b>	<b>62,82%</b>
Budget	1 207,20	16 228,32	3 856,64	3 579,39	1 161,37	3 077,52	30,11%	85,98%	2 871,69	2 968,87	247,27%	96,47%	3,38%	145,93%	93,22%
FINEX	62,73	788,16	184,49	184,49	184,49	184,49	100,00%	100,00%	220,68	215,80	119,62%	116,97%	-2,21%	244,04%	6,78%
<b>Axe IV. Action sle, empl et employ des jeunes</b>	<b>1 085,98</b>	<b>8 508,79</b>	<b>2 306,31</b>	<b>2 341,26</b>	<b>1 341,05</b>	<b>954,93</b>	<b>58,15%</b>	<b>40,79%</b>	<b>606,04</b>	<b>433,07</b>	<b>45,19%</b>	<b>45,35%</b>	<b>-28,54%</b>	<b>-60,12%</b>	<b>8,54%</b>
Budget	881,07	6 834,37	1 715,15	1 750,10	749,89	363,77	43,72%	20,79%	465,91	361,63	62,13%	99,41%	-22,38%	-58,96%	83,50%
FINEX	204,91	1 674,42	591,16	591,16	591,16	591,16	100,00%	100,00%	140,13	71,44	23,70%	12,08%	-49,02%	-65,14%	16,50%
<b>Axe V. Infrastructures, connect. et assaini</b>	<b>1 070,10</b>	<b>4 389,49</b>	<b>1 109,66</b>	<b>995,00</b>	<b>529,52</b>	<b>751,92</b>	<b>47,72%</b>	<b>75,57%</b>	<b>985,78</b>	<b>382,71</b>	<b>186,17%</b>	<b>50,90%</b>	<b>-61,18%</b>	<b>-64,24%</b>	<b>7,55%</b>
Budget	520,56	2 651,70	637,71	523,06	57,57	279,97	9,03%	53,53%	5,38	144,21	9,34%	51,51%	2581,39%	-72,30%	37,68%
FINEX	549,55	1 737,79	471,95	471,95	471,95	471,95	100,00%	100,00%	980,40	238,51	207,73%	50,54%	-75,67%	-56,60%	62,32%
<b>TOTAL</b>	<b>3 804,08</b>	<b>32 217,59</b>	<b>7 702,40</b>	<b>7 890,31</b>	<b>2 859,92</b>	<b>3 721,48</b>	<b>37,13%</b>	<b>47,17%</b>	<b>3 511,44</b>	<b>4 192,21</b>	<b>122,78%</b>	<b>112,65%</b>	<b>19,39%</b>	<b>10,20%</b>	<b>82,69%</b>
<b>TOTAL FINEX</b>	<b>1 547,82</b>	<b>6 432,00</b>	<b>1 870,50</b>	<b>1 870,50</b>	<b>1 870,50</b>	<b>1 870,50</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>2 457,83</b>	<b>877,28</b>	<b>131,40%</b>	<b>46,90%</b>	<b>-64,31%</b>	<b>-43,32%</b>	<b>17,31%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 351,90</b>	<b>38 649,59</b>	<b>9 572,90</b>	<b>9 760,81</b>	<b>4 730,43</b>	<b>5 591,98</b>	<b>49,41%</b>	<b>57,29%</b>	<b>5 969,27</b>	<b>5 069,48</b>	<b>126,19%</b>	<b>90,66%</b>	<b>-15,07%</b>	<b>-5,28%</b>	<b>100,00%</b>

Source : DNSI, DGB, DNIP-SIGPIP

### III.3.3. Situation d'exécution des subventions d'électricité

Au cours du troisième trimestre 2024, un montant de 462,79 Mds GNF a été engagé au titre des subventions à l'électricité contre 793,89 Mds GNF un trimestre plus tôt, soit une baisse d'environ 42%.

De manière cumulée, l'engagement des subventions sur la consommation de l'électricité se chiffrent à 1 256,68 Mds GNF à fin septembre 2024 sur une dotation en LFR 2024 de 2 700 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 46,54%.

### III.3.4. Consommation d'eau et d'électricité de l'administration

Les dépenses de consommation d'eau ont été payées à fin septembre 2024 à hauteur de 22,50 Mds GNF sur un montant total engagé de 60 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 37,50%. Par rapport aux crédits annuels, ce taux est de 25%.

Quant aux dépenses de consommation d'électricité, la totalité des crédits budgétaires fixée à 122,50 Mds GNF en LFR 2024, est engagée à fin septembre 2024. Cette situation s'expliquerait par la politique de pose de compteurs prépayés par le Gouvernement dans les différents services publics.

Toutefois, il importe de noter qu'à fin septembre 2024, aucun paiement n'a été constaté au compte des dépenses de consommation en électricité de l'administration.

### III.3.5. Situation des ressources des Droits de Tirages Spéciaux (DTS)

Sur une prévision de 671,62 Mds GNF de ressources DTS inscrites en LFR 2024, il a été exécuté sur base engagement, un montant de 387,66 Mds GNF à fin septembre 2024, soit un taux d'exécution de 57,72%. Cette exécution concerne dix (10) projets (219,01 Mds GNF) et trois (3) programmes (168,65 Mds GNF) sur trente-trois (33) projets financés sur ressources DTS.

Le montant exécuté se décline par projet et programme comme suit :

• Programme Construction villages artisanaux	10,31 Mds GNF
• Programme Reconstruction Système de Santé-Tout Territ Guinéen	152,44 Mds GNF
• Programme d'appui ISAV/VGE de Faranah-Déconc.-Intérieur	5,89 Mds GNF
• Renforcement sites Diffusion RTG-Tout Territ Guinéen	1,54 Mds GNF
• Projet COCAN 2025	150,70 Mds GNF
• Construction de 5 Compagnies Mobiles d'Intervention et de Sécurité (CMIS)	5,00 Mds GNF
• Doter 25 établissements pénitentiaires en eau potable	0,40 Md GNF
• Construction de la Cité Ministérielle	1,50 Mds GNF
• Construction et équipement de l'Ecole Nationale de l'Education physique et Sport (ENEPS)	8,34 Mds GNF
• Construction des centres sportifs et d'insertion socio professionnelle pour les jeunes	1,41 Mds GNF
• RMC Rehabilitation	15,00 Mds GNF
• Programme d'Appui à la Pêche Artisanale en Guinée	29,90 Mds GNF
• Constructions de douze (12) commissariats centraux de police	5,22 Mds GNF

### III.3.6. Situation d'exécution des projets et programmes sur ressources propres

A fin septembre 2024, sur un montant total de crédits budgétaires de 6 156, 91 Mds GNF prévus pour 370 projets et programmes en LFR 2024, il a été exécuté sur :

- base « réservation des crédits »: 428,08 Mds GNF (73 projets et programmes) ;
- base « engagement »: 1 626,51 Mds GNF (150 projets et programmes)
- base « liquidation »: 1 235,96 Mds GNF (115 projets et programmes);
- base « ordonnancement »: 1 219,89 Mds GNF (112 projets et programmes);
- base « prise en charge comptable »: 1 066,82 Mds GNF (34 projets et programmes);
- base « paiement »: 237,29 Mds GNF répartis comme suit :
  - Programme de construction et équipement du Ministère de la Défense Nationale pour 95,00 Mds GNF;
  - Fonds National de Développement Local (FNDL) / ANAFIC pour 92,19 Mds GNF;
  - Fonds d'Investissement Minier (FIM) pour 38,41 Mds GNF;
  - Projet de Construction de la Cité Administrative de Koloma pour 10,00 Mds GNF;
  - Assistance Technique Suivi Projet pour 1,00 Md GNF;
  - Barrage Frankoned/Kogbedou/Milo pour 0,40 Md GNF;
  - Réhabilitation Centrale Samankoun et Loffa pour 0,15 Md GNF ;
  - Projet d'Identification Unique pour l'Intégration Régionale et l'Inclusion en Afrique de l'Ouest-Guinée (WURI-Guinée) pour 0,14 Md GNF.

### III.3.7. Situation des restes à payer à fin septembre 2024

Sur la base des prises en charge comptable, les instances de l'exercice budgétaire 2024 se chiffrent à fin septembre à 3 516,08 Mds GNF dont 3 003,43 Mds GNF de dépenses courantes et 512,65 Mds GNF de dépenses d'investissement

En outre, le cumul des paiements au titre de la réduction des arriérés sur les exercices antérieurs se chiffre à 3 315,70 Mds GNF. Ce montant est supérieur de 615,70 Mds GNF à la prévision de la loi de finances rectificative établie à environ 2 700 Mds GNF.

### III.4. Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés au troisième trimestre 2024

Courant troisième trimestre 2024, l'exécution des crédits budgétaires en faveur des services déconcentrés de l'État se chiffre à 699,26 Mds GNF dont 596,28 Mds GNF (85,27%) sur base engagement et 102,98 Mds GNF (14,73%) en délégation de crédits.

Le montant engagé concerne les Projets et programmes en faveur des services déconcentrés de l'intérieur pour 452,48 Mds GNF et les services déconcentrés extérieurs (missions diplomatiques et consulaires) pour 143,8 Mds GNF.

Sur la base des paiements, l'exécution de ces crédits se chiffre à 134,04 Mds GNF et concerne les services déconcentrés extérieurs pour 37,63 Mds GNF, ceux de l'intérieur

pour 40,19 Mds GNF et les Projets et programmes en faveur des services déconcentrés de l'intérieur pour 56,22 Mds GNF. On note ainsi une augmentation de 7,1% et de 22,30%, respectivement par rapport au trimestre précédent et en glissement annuel.

De manière cumulée, à date, l'exécution des crédits budgétaires (base paiement) en faveur des services déconcentrés de l'État s'élève à 266,4 Mds GNF, soit 9,52% du total des crédits inscrits en LFR 2024 en faveur desdits services.

Toutefois, il convient de préciser que seuls les crédits de fonctionnement des services déconcentrés intérieurs sont exécutés par délégation de crédit. Les autres crédits (crédits des projets et programmes et ceux des services de l'extérieur) sont exécutés, par dérogation, au niveau central.

**Tableau 17** : Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés : déconcentrés intérieur, déconcentrés extérieurs et projets et programmes au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 (Mds GNF)

N°	Libellé	Bénéficiaire	LFI (1)	2023	Eng.		Ordonnan-cement		Delegation		Paiement		Taux accroissement	
				T3	T2	T3	T2	T3	T2	T3	T2	T3	j=i/h-1	k=i/a-1
				a	b	c	d	e	f	g	h	i		
1	Services déconcentrés de l'intérieur	110	0	161,2	0	452,48	0,00	263,76	67,26	16,03	0,00	40,19	-	25%
2	Services déconcentrés de l'extérieur	73	700,61	269,2	204,1	143,8	204,08	120,17	0,00	0,00	36,47	37,63	3,2%	13,98%
3	Projets et programmes en faveur des services déconcentrés de l'intérieur	1 236	2 097,62	170,8	112,1	0	118,18	0,00	0,00	86,96	88,72	56,22	-36,6%	32,91%
<b>TOTAL</b>		<b>1 419</b>	<b>2 798,23</b>	<b>601,17</b>	<b>316,14</b>	<b>596,28</b>	<b>322,27</b>	<b>383,93</b>	<b>67,26</b>	<b>102,98</b>	<b>125,19</b>	<b>134,04</b>	<b>7,1%</b>	<b>22,30%</b>

Source : DGB et DNSI

L'exécution des crédits des services déconcentrés extérieurs par ministère et institution se présente dans le tableau ci-après :

**Tableau 18** : Situation des services déconcentrés de l'extérieur

Sec-tion	Libellé	Bénéfici-naire	LFR (1)	Eng.		Ordonanc.		Paiement		Taux	
				T2	T3	T2	T3	T2	T3	T2	T3
				b	c	d	e	f	g	h=f/b	i=g/c
1	Présidence de la République	1	34,74	2,7	28,06	2,7	26,06	0	26,06	0,00%	92,87%
3	Ministère de Délégué à la Présidence Chargé de la Défense Nationale	14	29,01	6	5,368	6	5,368	0	0	0,0%	0,0%
7	Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Étranger	54	545,7	141,4	107,4	141,4	85,8	0	0	0,0%	0,0%
16	Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	1	6,09	1,4	0	1,43	0	0	1,434	0,0%	NA
30	Secrétariat Général aux Affaires Religieuses	3	85,11	52,6	2,938	52,56	2,938	36,47	10,14	69,3%	345,1%
<b>Total</b>		<b>73,00</b>	<b>700,61</b>	<b>204,10</b>	<b>143,79</b>	<b>204,09</b>	<b>120,17</b>	<b>36,47</b>	<b>37,63</b>	<b>17,9%</b>	<b>26,2%</b>

Source : DNSI, DGB

Pendant le troisième trimestre, les dépenses payées au compte des services déconcentrés extérieurs concernent la Présidence de la République pour 26,06 Mds GNF, le Ministère du Commerce de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises pour 1,43 Md GNF, et le Secrétariat Général aux Affaires Religieuses pour 10,14 Mds GNF.

A fin septembre 2024, les paiements cumulés en faveur des services déconcentrés extérieurs sont à 81,27 Mds GNF. Ils concernent le Secrétariat Général aux Affaires Religieuses pour 46,61 Mds GNF, la Présidence de la République pour 26,06 Mds GNF, le ministère de la Défense Nationale pour 7,17 Mds GNF et Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises pour 1,43 Md GNF.

## **Principaux soldes et indicateurs de gestion budgétaire**

Le Tableau ci-dessous présente la situation de l'exécution du budget sur base caisse et prises en charge comptable au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024.

**Tableau 19 :** Synthèse de l'exécution des principaux indicateurs budgétaires

Libellé	3T2023	Situation des indicateurs au 3ème Trimestre 2024							Taux d'accroissement		
	Réalisation	LFR	2T2024			3T2024			Taux i=x/b	T2_3T j=g/d-1	2023_2024 k=g/a-1
			Prévision	Réalisation	Taux	Prévision	Réalisation	Taux			
	a	b	c	d	e=d/c	f	g	h=g/f			
<b>Recettes yc dons et ex. clos</b>	6 274,15	30 741,68	10 898,39	9 321,07	85,53%	6 659,58	7 347,69	110,33%	76,69%	-21,17%	17,11%
<i>Dons</i>	435,41	1 468,87	692,32	885,56	127,91%	4,33	218,74	5055,02%	95,93%	-75,30%	-49,76%
<b>Dépenses totales</b>	5 351,90	38 649,59	8 949,40	8 967,31	100,20%	6 659,58	7 344,48	110,28%	53,84%	-18,10%	37,23%
<i>Dépenses courantes y c BAS</i>	3 422,78	24 918,91	5 526,26	5 412,15	97,94%	4 799,53	5 116,44	106,60%	55,56%	-5,46%	49,48%
Dépenses courantes hors BAS FCE	3 346,78	23 543,06	5 334,08	5 219,97	97,86%	4 739,70	5 005,94	105,62%	57,52%	-4,10%	49,57%
<i>Dépenses d'investissement hors BAS</i>	1 929,12	13 730,68	3 423,14	3 555,16	103,86%	1 860,05	2 228,04	119,78%	51,53%	-37,33%	15,50%
Solde budgétaire global (dons compris)	922,26	-7 907,91	1 948,99	353,76	18,15%	0,00	3,21	NA	-35,94%	-99,09%	-99,65%
<i>Solde budgétaire global (dons cpris) en % du PIB</i>	0,43%	-3,32%	0,01	0,00	18,15%	0,00%	0,00%	NA	-5,43%	-99,23%	-99,69%
PIB (Mds GNF)	213 440,2	238 037,70	203 187,64	203 187,64	203 187,64	238 037,70	238 037,70	238 037,70	238 037,70	238 037,70	238 037,70

Source : TOFE /

## IV. SOLDES BUDGETAIRES

L'analyse des principaux soldes de l'exécution du budget de l'Etat permet d'apprécier les résultats des actions entreprises en matière de gouvernance économique et financière en vue de prendre des mesures de politiques anticipatives pour d'éventuels ajustements.

### IV.1. Solde budgétaire global

Le solde budgétaire global, obtenu par la différence entre le total des recettes et celui des dépenses au troisième trimestre 2024, se chiffre à +3,21 Mds GNF contre +353,76 Mds GNF au deuxième trimestre. Un an plus tôt, ce solde était de +919,05 Mds GNF.

De manière cumulée, le solde budgétaire global obtenu se situe à +2 418,61 Mds GNF (+1,02% du PIB) contre un objectif annuel de -7 907,90 Mds GNF (-3,32% du PIB).

En effet, le montant des recettes encaissées est de 23 575,02 Mds GNF contre des dépenses prises en charge par les comptables publics de 21 156,41 Mds GNF.

## V. OPERATIONS DE FINANCEMENT

### A- Situation des ressources de financement

Au titre du troisième trimestre 2024, les de ressources de financement mobilisées se chiffrent à 5 059,61 Mds GNF sur un objectif trimestriel de 4 453,15 Mds GNF, soit 113,62% de réalisation. Comparée au deuxième trimestre 2024 de 8 231,92 Mds GNF, on note une baisse des ressources de financement de 38,54%, correspondant à 3 172,32 Mds GNF.

Cette situation s'explique essentiellement par la diminution (-40%) du niveau de mobilisation des obligations du trésor (ODT) et de celle (-4%) des Bons du trésor.

De manière cumulée, les ressources de financement ont été mobilisées à hauteur de 18 271,33 Mds GNF sur un objectif de 19 447,32 Mds GNF, soit un taux de 93,95% à fin septembre 2024 et 86% par rapport à la LFR 2024.

### Situation des charges de financement

Sur un objectif trimestriel de 3 049,32 Mds GNF, les charges de financement ont été exécutées à hauteur de 4 468,20 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 146,53%.

De manière cumulée, les charges de financement ont été exécutées à hauteur de 21 709,72 Mds GNF sur un objectif à fin septembre 2024 de 10 549,26 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 205,79% par rapport à l'objectif de la période et de 102% par rapport à la LFR 2024.

Le solde de financement qui découle des différentes opérations susmentionnées est déficitaire de 3 438,39 Mds GNF (-1,44% du PIB).

A noter que ce niveau d'exécution du financement intègre les opérations des correspondants du trésor pour lesquelles les dépôts sont effectués à hauteur de 5 613,03 Mds GNF contre des retraits de 7 739,26 Mds GNF.

En excluant ces opérations qui ne sont pas prévues en LFR 2024, le solde de financement s'améliore mais reste déficitaire de 1 312,16 Mds GNF.

**Tableau 16:** l'évolution des opérations de financements au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024

Libellé	LFR	Prévi	Réal	Ecart en%	
	a	b	c	d=c/b	d=b/a
<b>A. RESSOURCES DE FINANCEMENTS</b>	<b>21 186,72</b>	<b>19 447,32</b>	<b>18 271,33</b>	<b>93,95%</b>	<b>86%</b>
A1. SOLDE BUDGETAIRE POSITIF	0	3 694,98	0,00	0,00%	-
A2. EMPRUNTS	20 863,49	15 094,89	12 658,30	83,86%	61%
Emprunts Intérieurs	14 679,59	11 078,41	9 059,17	81,77%	62%
Emprunts découverts exceptionnels	1 055,62	250	0	0,00%	0,00%
Bons du trésor	6 500,00	4 765,72	5 219,02	109,51%	80%
Emprunt Obligataire à émettre	2 250,00	3 721,91	1 212,85	32,59%	54%
Obligations du Trésor à émettre	4 873,97	2 340,78	2 627,30	112,24%	54%
Emprunts Extérieurs	6 183,90	4 016,48	3 016,61	75,11%	49%
DTS Guichets choc alimentaire	35,09	189,45	0	0%	0%
Emprunt extérieurs projets	5 343,56	3 196,78	2 407,07	75,30%	45%
DTS Projets	195,7	0	0	-	0
DTS FCR incendie dépôt de Kaloum	609,54	0	609,54	-	100%
Garantie prêt SOGES ET SOGEKA	323,23	323,23	0	0,00%	0,00%
A3. DEPOT SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0	0	5 613,03	-	-
<b>B. CHARGES DE FINANCEMENT</b>	<b>21 186,72</b>	<b>10 549,26</b>	<b>21 709,72</b>	<b>205,79%</b>	<b>102%</b>
B1. SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF	7 907,92	0	0	-	0,00%
B2. Amortissement financiers	11 930,36	10 311,76	13 548,65	131,39%	114%
intérieurs	10 743,05	9 904,71	12 886,64	130,11%	120%
Paiement arriérés (dette intérieure audité)	500	500	286,82	57,36%	57%
Remboursement du capital sur les bons du trésor	5 778,12	5 567,47	7 821,25	140,48%	135%
Remboursement des titres d'État	1 556,34	807,62	1 462,87	181,13%	94%
Protocole Dette BCRG	208,6	214,57	0	0,00%	0,00%
Reduction des arriérés des exercices antérieurs	2 699,99	2 361,30	3 315,70	140,42%	122,80%
Extérieurs	1 187,31	407,05	662,01	162,64%	56%
Remboursement du capital de la dette extérieure	1 187,31	407,05	662,01	162,64%	56%
dont prêt SOGES et SOGEKA	323,22	0	0	-	0%
B3. Cautions de Garantie	1 348,44	237,5	421,81	177,60%	31%
dt Accord chino-Guinéen	939,22	0	0	-	0%
dont Garanties SO-P	170,51	237,5	421,81	177,60%	247%
dont garantie SENELEC (EDG)	238,71	-	0	-	0,00%
B4. RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR		0	7 739,26	-	-

## RECOMMANDATIONS GENERALES

Sur la base de la situation de l'exécution du budget de l'État à fin septembre 2024 et dans la perspective d'une meilleure exécution du budget de l'État, les mesures de politiques budgétaires recommandées de l'exercice 2024 sont entre autres :

### Au titre des recettes

- poursuivre les réformes de digitalisation du recouvrement des recettes intérieures avec un accent sur les recettes administratives et celles des services déconcentrés ;
- renforcer les actions des Centres de Gestion Agréés (CGA) pour une meilleure formalisation du secteur informel et en créer de nouveaux;
- renforcer le contrôle fiscal et douanier à travers l'utilisation de moyens technologiques nouvelles comme les drones, les scanners à dimension 3D et les vedettes maritimes;;
- poursuivre le renforcement de capacités des ressources humaines et matérielles des régies financières;
- réduire les exonérations ad-hoc pour une meilleure performance des régies.

De manière spécifique :

- Maintenir les efforts de mobilisation des armateurs des sociétés de pêches observés pendant le premier semestre de 2024 ;
- Poursuivre les réformes du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCEG);
- Poursuivre, au niveau du Trésor Public, la dématérialisation de la gestion des recettes administratives;
- Renforcer et sensibiliser sur l'utilité de la plateforme digitale E-Contravention de la police routière ;
- Poursuivre la généralisation du paiement électronique des Droits et Taxes à l'intérieur du pays, notamment par Mobile Money.

### A- Au titre des dépenses

- Accélérer les projets d'interconnexion des différents systèmes d'informations utilisés dans le cadre de l'exécution de la dépense publique ;
- améliorer la coordination et la communication entre les acteurs de la chaîne dépenses afin de fluidifier l'exécution des dépenses;
- Renforcer le respect des dispositions légales et réglementaires encadrant l'exécution de la dépense publique ;
- Privilégier l'exécution des dépenses inscrites dans le budget de manière à limiter le volume des dépenses imprévues ;

- Accélérer la digitalisation du processus de passation des marchés publics;
- Maîtriser davantage la spirale de l'endettement et aligner la politique nationale d'endettement à la politique nationale d'investissement.

#### **B- Au titre des financements**

- Accroître la mobilisation des ressources de financement, notamment les emprunts obligataires ;
- Maîtriser le rythme d'accroissement des charges de financement afin d'assurer la soutenabilité du budget de l'État ;
- Renforcer le principe d'unicité de la caisse en réduisant le nombre de comptes séquestres afin d'accroître la capacité des comptables publics à payer les dépenses publiques.

## **CONCLUSION**

La situation de l'exécution du Budget de l'État au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 est marquée par une mobilisation globalement satisfaisante des recettes budgétaires ainsi que la poursuite de la maîtrise des dépenses de fonctionnement des services publics. Aussi, on note un niveau d'exécution modeste des dépenses d'investissement, financées sur ressources propres.

Par ailleurs, comme constaté au trimestre précédent, les charges de financement n'ont pas pu être couvertes par les ressources de financement de la période.

Ainsi, les efforts de mobilisation de ressources doivent se poursuivre, notamment par l'accélération de la mobilisation des emprunts obligataires tels que prévus en LFR 2024. Aussi, il convient de renforcer les contrôles fiscaux et douaniers ainsi que la capacité d'absorption des crédits d'investissement pour garantir la réalisation des objectifs de la refondation économique et financière.

Enfin, il importe de noter que les opérations budgétaires à fin septembre 2024 se sont soldées par un excédent budgétaire de +2 418,61 Mds GNF (1,01% du PIB) contre un déficit de -7 907,90 Mds GNF (-3,32% du PIB) prévu en LFR 2024. Toutefois, cet excédent a servi en partie à couvrir le déficit du financement net.

# ANNEXES

**Tableau 20:** Exécution globale des dépenses hors FINEX par phase et par Administration à fin au 2<sup>ème</sup> trimestre 2024 (Mds de GNF)

Ministère/ Institution	Liquidations	LFR	Modif	P.d'Eng	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements			Taux d'accroissement	
	3T2023		T3	T3	T3	taux	T3	taux	T3	taux	T2	T2	taux	T2_T3	2023_2024T3
	a	b	c	d	e	f=e/d	g	h=g/e	i	j=i/g	k	l	m=l/i	n=l/k-1	o=g/a-1
Présidence de la République	165,45	649,3	0,0	126,00	150,43	119,4%	150,43	100,0%	148,43	98,7%	150,48	100,23	67,5%	-33,4%	-9,1%
Primature	15,26	123,0	0,0	19,67	15,93	81,0%	14,54	91,3%	17,00	116,9%	20,95	12,11	71,2%	-42,2%	-4,7%
Ministère de la défense nationale	1328,89	4844,1	32,4	1 104,30	1 463,57	132,5%	1 385,53	94,7%	1 385,53	100,0%	1 403,40	1 120,97	80,9%	-20,1%	4,3%
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	347,41	1504,5	26,6	601,50	67,26	11,2%	56,24	83,6%	56,24	100,0%	14,11	14,69	26,1%	4,1%	-83,8%
Ministère de la sécurité et de la protection civile	191,30	737,7	11,0	163,55	95,35	58,3%	95,35	100,0%	136,16	142,8%	9,35	70,94	52,1%	658,7%	-50,2%
Garde des sceaux, Ministère de la justice et des droits de l'homme	64,88	436,1	0,9	83,60	100,16	119,8%	67,24	67,1%	64,20	95,5%	3,47	36,20	56,4%	943,2%	3,6%
Ministère des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Guinéens établi à l'étranger	99,38	784,2	0,0	154,77	128,58	83,1%	128,76	100,1%	47,13	36,6%	88,72	224,48	476,3%	153,0%	29,6%
Ministère du plan et de la Coopération Internationale	24,07	217,8	3,0	26,93	19,98	74,2%	19,10	95,6%	19,10	100,0%	4,38	59,47	311,3%	1257,7%	-20,6%
Ministère de l'économie et des finances	154,41	2202,7	2,5	570,98	722,02	126,5%	139,65	104,5%	137,93	98,8%	458,55	47,16	34,2%	-89,7%	-9,6%
Ministère du travail et de la fonction publique	59,90	268,4	31,0	46,08	59,23	128,5%	46,17	77,9%	46,17	100,0%	13,33	24,23	52,5%	81,7%	-22,9%
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	122,77	463,5	52,9	123,04	21,77	17,7%	21,59	99,2%	20,76	96,1%	2,43	3,33	16,0%	37,1%	-82,4%
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	13,56	195,8	0,0	44,22	45,59	103,1%	19,16	42,0%	19,16	100,0%	3,74	1,15	6,0%	-69,4%	41,3%
Ministère des mines et de la géologie	14,87	274,8	0,0	89,25	52,70	59,0%	52,31	99,3%	52,31	100,0%	0,00	8,95	17,1%	-	251,8%
Ministère des infrastructures et des travaux publics	225,18	1805,4	0,0	337,90	261,00	77,2%	245,07	93,9%	245,07	100,0%	1,08	88,88	36,3%	8129,2%	8,8%
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	12,33	387,7	4,9	130,95	22,03	16,8%	17,92	81,4%	17,92	100,0%	0,00	9,66	53,9%	-	45,4%
Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	22,80	164,7	0,0	30,50	26,05	85,4%	25,68	98,6%	25,68	100,0%	2,70	3,55	13,8%	31,5%	12,6%
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	179,21	1345,4	0,0	348,40	193,12	55,4%	201,64	104,4%	248,26	123,1%	124,26	74,68	30,1%	-39,9%	12,5%
Ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables	22,92	228,9	1,8	60,51	68,33	112,9%	61,57	90,1%	61,57	100,0%	2,00	7,91	12,8%	295,3%	168,7%
Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation	424,97	2578,2	199,2	587,21	398,83	67,9%	349,51	87,6%	348,28	99,6%	34,87	29,95	8,6%	-14,1%	-17,8%
Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et emploi	80,95	475,6	72,8	116,22	127,27	109,5%	105,22	82,7%	104,73	99,5%	63,34	26,65	25,4%	-57,9%	30,0%
Ministère de la communication et de l'information	8,95	148,2	0,0	22,81	12,42	54,5%	11,21	90,2%	11,31	100,9%	0,70	12,36	109,3%	1665,0%	25,2%
Ministère de la jeunesse et des sports	168,15	571,9	185,9	168,93	213,20	126,2%	100,78	47,3%	100,78	100,0%	10,99	52,38	52,0%	376,6%	-40,1%
Conseil national de la transition	37,74	218,6	0,0	41,21	32,61	79,1%	32,61	100,0%	32,61	100,0%	21,25	0,00	0,0%	-100,0%	-13,6%
Cour supreme	17,59	53,8	0,0	11,98	24,47	204,3%	24,47	100,0%	24,47	100,0%	5,52	0,00	0,0%	-100,0%	39,1%
Haute autorité de la communication	6,44	32,4	0,0	11,16	12,80	114,7%	11,99	93,7%	11,99	100,0%	3,18	0,00	0,0%	-100,0%	86,2%
Secrétariat Général du gouvernement	5,40	76,7	3,5	13,29	36,94	277,9%	11,53	31,2%	12,56	108,9%	1,00	2,16	17,2%	116,2%	113,6%
Secrétariat Général aux affaires religieuses	7,40	205,5	52,6	11,89	22,40	188,4%	5,79	25,9%	5,79	100,0%	39,93	42,14	727,6%	5,5%	-21,7%
Ministère de l'environnement et du développement durable	32,86	298,8	0,0	60,26	43,80	72,7%	40,90	93,4%	40,90	100,0%	1,25	2,56	6,2%	104,5%	24,5%

Ministère/ Institution	Liquidations	LFR	Modif	P.d'Eng	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements			Taux d'accroissement	
	3T2023		T3	T3	T3	taux	T3	taux	T3	taux	T2	T2	taux	T2_T3	2023_2024T3
	a	b	c	d	e	f=e/d	g	h=g/e	i	j=i/g	k	l	m=l/i	n=l/k-1	o=g/a-1
Ministère des transports	21,28	286,5	0,0	32,25	16,14	50,0%	14,84	91,9%	14,84	100,0%	0,73	11,61	78,2%	1490,7%	-30,3%
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	4,22	27,2	0,0	9,40	4,97	52,9%	4,97	100,0%	4,97	100,0%	4,80	0,00	0,0%	-100,0%	17,8%
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	206,01	1133,6	21,3	363,37	280,95	77,3%	271,15	96,5%	271,15	100,0%	216,04	61,39	22,6%	-71,6%	31,6%
Administration et contrôle des grands projets	34,37	126,0	0,0	23,48	24,55	104,6%	24,55	100,0%	13,48	54,9%	3,32	0,00	0,0%	-100,0%	-28,6%
Ministère de l'Energie, de l'hydraulique et des hydrocarbures	1111,29	3340,9	0,0	1 073,83	320,71	29,9%	326,30	101,7%	327,88	100,5%	117,98	598,20	182,4%	407,0%	-70,6%
Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	8,15	159,7	0,4	17,93	10,72	59,8%	10,57	98,6%	10,40	98,4%	3,05	2,27	21,8%	-25,7%	29,8%
Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	32,86	185,3	5,5	27,56	56,73	205,9%	22,27	39,3%	18,64	83,7%	1,08	12,97	69,6%	1100,8%	-32,2%
Secrétariat General à la Présidence Charge des Services Spéciaux, de la lutte contre la drogue et le crime organisé	0,00	26,1	0,0	3,16	0,00	0,0%	0,00	-	0,00	-	1,47	7,86	-	434,4%	-
Ministère du budget	58,93	408,8	7,8	56,36	111,96	198,6%	84,04	75,1%	72,74	86,6%	0,00	10,85	14,9%	-	42,6%
Cour des comptes	11,55	64,9	10,6	11,87	9,94	83,7%	9,94	100,0%	-0,06	-0,6%	9,03	0,00	0,0%	-100,0%	-14,0%
Dépenses communes	439,97	5164,7	-322,1	1 164,01	765,47	65,8%	765,47	100,0%	765,47	100,0%	668,96	1 220,04	159,4%	82,4%	74,0%
<b>Total</b>	<b>5783,65</b>	<b>32217,6</b>	<b>404,3</b>	<b>7 890,35</b>	<b>6 039,97</b>	<b>75,7%</b>	<b>4 976,08</b>	<b>91,3%</b>	<b>4 941,58</b>	<b>99,3%</b>	<b>3 511,44</b>	<b>4 001,93</b>	<b>81,0%</b>	<b>14,0%</b>	<b>-14,0%</b>

Source : DGB, DNSI

Tableau 21: Exécution globale des dépenses hors FINEX par administration et par grande nature économique (base engagement) au 2<sup>ème</sup> trim 2024 (Mds GNF)

Ministère/ Institution	Engagement 2023	LFR 2024	Modif	P.d'Eng	Charges financières de da dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		TOTAL				Taux d'accroissement	
	T3	T3	T3	T3	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T2	Taux	T3	Taux	T2_T3	2023_2024
	a	b	c	d	e	f=e/d	g	h=g/d	i	j=i/d	k	l=k/d	m	n=m/d	o	p	q	r=q/d	s=q/o-1	t=q/a-1
Présidence de la République	230,26	649,31	0,00	126,00	0,00	0,00%	25,24	20,03%	72,53	57,56%	42,66	33,86%	10,00	7,94%	185,31	124,22%	150,43	119,39%	-18,82%	-34,67%
Primature	19,75	122,95	0,00	19,67	0,00	0,00%	1,45	7,38%	14,18	72,09%	0,00	0,00%	0,30	1,52%	18,49	78,16%	15,93	81,00%	-13,83%	-19,32%
Ministère de la défense nationale	1236,92	4 844,14	32,36	1 104,30	0,00	0,00%	1 246,53	112,88%	56,47	5,11%	74,37	6,73%	86,20	7,81%	1 394,67	119,13%	1 463,57	132,53%	4,94%	18,32%
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	494,92	1 504,53	26,60	601,50	0,00	0,00%	7,64	1,27%	6,24	1,04%	46,73	7,77%	6,64	1,10%	226,08	60,48%	67,26	11,18%	-70,25%	-86,41%
Ministère de la sécurité et de la protection civile	232,12	737,66	11,00	163,55	0,00	0,00%	83,80	51,24%	7,07	4,32%	4,48	2,74%	0,00	0,00%	173,98	89,22%	95,35	58,30%	-45,20%	-58,92%
Garde des sceaux, Ministère de la	67,34	436,12	0,90	83,60	0,00	0,00%	38,89	46,51%	11,66	13,94%	17,53	20,97%	32,09	38,38%	99,51	77,34%	100,16	119,80%	0,65%	48,75%

Ministère/ Institution	Engagement 2023	LFR 2024	Modif	P.d'Eng	Charges financières de la dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		TOTAL				Taux d'accroissement		
	T3	T3	T3	T3	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T2	Taux	T3	Taux	T2_T3	2023_2024	
	a	b	C	d	e	f=e/d	g	h=g/d	i	j=i/d	k	l=k/d	m	n=m/d	o	p	q	r=q/d	s=q/o-1	t=q/a-1	
justice et des droits de l'homme																					
Ministère des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Guinéens établi à l'étranger	109,42	784,24	0,00	154,77	0,00	0,00%	70,69	45,68%	49,00	31,66%	8,89	5,74%	0,00	0,00%	228,34	130,67%	128,58	83,08%	-43,69%	17,52%	
Ministère du plan et de la Coopération Internationale	48,95	217,83	3,00	26,93	0,00	0,00%	5,86	21,77%	6,60	24,52%	3,32	12,32%	4,19	15,57%	72,72	168,76%	19,98	74,18%	-72,53%	-59,19%	
Ministère de l'économie et des finances	503,45	2 202,66	2,51	570,98	588,44	103,06%	21,41	3,75%	19,52	3,42%	0,02	0,00%	92,63	16,22%	589,30	126,64%	722,02	126,45%	22,52%	43,41%	
Ministère du travail et de la fonction publique	79,52	268,37	31,00	46,08	0,00	0,00%	8,80	19,09%	17,08	37,06%	7,75	16,81%	25,61	55,57%	34,50	73,98%	59,23	128,53%	71,69%	-25,51%	
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	162,87	463,47	52,90	123,04	0,00	0,00%	11,21	9,11%	-0,59	-0,48%	9,34	7,59%	1,81	1,47%	75,58	56,03%	21,77	17,69%	-71,19%	-86,63%	
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	47,91	195,75	0,00	44,22	0,00	0,00%	6,88	15,56%	27,56	62,33%	3,17	7,18%	7,97	18,02%	16,81	51,80%	45,59	103,09%	171,21%	-4,84%	
Ministère des mines et de la géologie	39,86	274,77	0,00	89,25	0,00	0,00%	11,51	12,90%	1,07	1,20%	40,02	44,84%	0,09	0,10%	55,42	74,79%	52,70	59,04%	-4,92%	32,21%	
Ministère des infrastructures et des travaux publics	0,00	1 805,41	0,00	337,90	0,00	0,00%	8,00	2,37%	1,92	0,57%	0,00	0,00%	251,08	74,30%	109,79	22,64%	261,00	77,24%	137,72%	-	
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	73,89	387,72	4,86	130,95	0,00	0,00%	6,52	4,98%	5,97	4,56%	3,78	2,89%	5,76	4,40%	22,08	33,79%	22,03	16,82%	-0,22%	-70,19%	
Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	14,72	164,74	0,00	30,50	0,00	0,00%	8,81	28,90%	3,29	10,79%	1,20	3,94%	12,74	41,78%	23,08	54,87%	26,05	85,41%	12,86%	77,00%	
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	521,33	1 345,40	0,00	348,40	0,00	0,00%	53,31	15,30%	111,69	32,06%	0,03	0,01%	28,09	8,06%	415,25	100,48%	193,12	55,43%	-53,49%	-62,96%	
Ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables	26,47	228,90	1,80	60,51	0,00	0,00%	5,89	9,74%	5,62	9,28%	50,74	83,85%	6,07	10,03%	20,48	50,75%	68,33	112,91%	233,63%	158,09%	

Ministère/ Institution	Engagement 2023	LF 2024	Modif	P.d'Eng	Charges financières de la dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		TOTAL				Taux d'accroissement	
	T3	T3	T3	T3	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T2	Taux	T3	Taux	T2_T3	2023_2024
	a	b	C	d	e	f=e/d	g	h=g/d	i	j=i/d	k	l=k/d	m	n=m/d	o	p	q	r=q/d	s=q/o-1	t=q/a-1
Ministère de l'enseignement pré- universitaire et de l'alphabétisation	379,25	2 578,21	199,17	587,21	0,00	0,00%	288,19	49,08%	51,39	8,75%	11,96	2,04%	47,30	8,05%	458,93	73,65%	398,83	67,92%	-13,09%	5,16%
Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et emploi	69,09	475,65	72,75	116,22	0,00	0,00%	31,82	27,38%	62,51	53,79%	19,03	16,38%	13,90	11,96%	97,74	75,18%	127,27	109,51%	30,21%	84,20%
Ministère de la communication et de l'information	23,41	148,17	0,00	22,81	0,00	0,00%	7,09	31,06%	0,35	1,54%	1,82	7,98%	3,17	13,87%	20,94	53,20%	12,42	54,45%	-40,68%	-46,95%
Ministère de la jeunesse et des sports	335,45	571,87	185,90	168,93	0,00	0,00%	15,03	8,90%	40,58	24,02%	5,71	3,38%	151,87	89,90%	49,30	77,12%	213,20	126,21%	332,46%	-36,44%
Conseil national de la transition	14,30	218,65	0,00	41,21	0,00	0,00%	11,36	27,57%	0,00	0,00%	21,25	51,57%	0,00	0,00%	38,50	87,91%	32,61	79,14%	-15,29%	128,05%
Cour suprême	15,61	53,84	0,00	11,98	0,00	0,00%	3,17	26,43%	0,00	0,00%	11,05	92,22%	10,26	85,65%	10,31	44,30%	24,47	204,31%	137,34%	56,71%
Haute autorité de la communication	0,00	32,42	0,00	11,16	0,00	0,00%	0,64	5,71%	0,00	0,00%	10,00	89,61%	2,16	19,36%	3,83	45,61%	12,80	114,68%	234,16%	-
Secrétariat Général du gouvernement	14,31	76,68	3,46	13,29	0,00	0,00%	1,67	12,60%	30,01	225,82%	0,58	4,37%	4,67	35,12%	6,24	73,35%	36,94	277,91%	491,91%	158,04%
Secrétariat Général aux affaires religieuses	0,00	205,45	52,56	11,89	0,00	0,00%	1,44	12,12%	0,00	0,00%	4,35	36,60%	16,61	139,66%	91,13	114,24%	22,40	188,38%	-75,42%	-
Ministère de l'environnement et du développement durable	0,00	298,83	0,00	60,26	0,00	0,00%	20,57	34,13%	12,59	20,89%	10,01	16,61%	0,64	1,06%	34,05	67,17%	43,80	72,68%	28,62%	-
Ministère des transports	22,04	286,53	0,00	32,25	0,00	0,00%	6,16	19,09%	2,03	6,30%	7,95	24,66%	0,00	0,00%	13,11	38,85%	16,14	50,05%	23,12%	-26,76%
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	0,00	27,18	0,00	9,40	0,00	0,00%	0,18	1,87%	0,00	0,00%	4,80	51,01%	0,00	0,00%	9,84	181,79%	4,97	52,88%	-49,47%	-
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	261,63	1 133,63	21,31	363,37	0,00	0,00%	82,09	22,59%	18,19	5,01%	178,63	49,16%	2,04	0,56%	321,45	94,50%	280,95	77,32%	-12,60%	7,38%
Administration et contrôle des grands projets	13,79	126,00	0,00	23,48	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	22,14	94,29%	2,41	10,27%	20,78	66,50%	24,55	104,56%	0,181336029	78,01%
Ministère de l'Energie, de	890,53	3 340,90	0,00	1 073,83	0,00	0,00%	6,20	0,58%	24,91	2,32%	252,33	23,50%	37,27	3,47%	932,14	126,86%	320,71	29,87%	-65,59%	-63,99%

Ministère/ Institution	Engagement 2023	LFR 2024	Modif	P.d'Eng	Charges financières de la dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		TOTAL				Taux d'accroissement		
	T3	T3	T3	T3	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T2	Taux	T3	Taux	T2_T3	2023_2024	
	a	b	C	d	e	f=e/d	g	h=g/d	i	j=i/d	k	l=k/d	m	n=m/d	o	p	q	r=q/d	s=q/o-1	t=q/a-1	
l'hydraulique et des hydrocarbures																					
Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	22,32	159,74	0,42	17,93	0,00	0,00%	4,45	24,82%	1,93	10,79%	2,84	15,82%	1,50	8,37%	32,75	89,31%	10,72	59,79%	-67,27%	-51,97%	
Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	54,88	185,34	5,50	27,56	0,00	0,00%	9,46	34,32%	5,59	20,27%	5,48	19,87%	36,21	131,40%	24,94	43,22%	56,73	205,85%	127,48%	3,37%	
Secrétariat General à la Présidence Charge des Services Spéciaux, de la lutte contre la drogue et le crime organisé	11,19	26,07	0,00	3,16	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	8,78	129,49%	0,00	0,00%	-100,00%	-100,00%	
Ministère du budget	137,63	408,83	7,80	56,36	0,00	0,00%	25,30	44,89%	22,59	40,08%	0,93	1,64%	63,15	112,04%	20,47	24,59%	111,96	198,65%	446,96%	-18,65%	
Cour des comptes	11,55	64,95	10,64	11,87	0,00	0,00%	2,95	24,83%	0,00	0,00%	6,99	58,89%	0,00	0,00%	38,01	199,27%	9,94	83,72%	-73,86%	-13,99%	
Dépenses communes	472,67	5 164,66	-322,15	1 164,01	0,00	0,00%	58,07	4,99%	175,62	15,09%	531,78	45,69%	0,00	0,00%	1 842,33	150,47%	765,47	65,76%	-58,45%	61,94%	
<b>Total</b>	<b>6659,37</b>	<b>32 217,59</b>	<b>404,30</b>	<b>7 890,35</b>	<b>588,44</b>	<b>7,46%</b>	<b>2 198,29</b>	<b>27,86%</b>	<b>865,18</b>	<b>10,97%</b>	<b>1 423,63</b>	<b>18,04%</b>	<b>964,43</b>	<b>12,22%</b>	<b>7 836,97</b>	<b>101,75%</b>	<b>6 039,97</b>	<b>76,55%</b>	<b>-22,93%</b>	<b>-9,30%</b>	

Source : DGB, DNSI

Tableau 22: Exécution globale des dépenses hors FINEX par administration et par grande nature économique (base paiement) au 3<sup>ème</sup> trim 2024 (Mds GNF)

Ministère/ Institution	LFR2024	Modifi- cation	Plan d'eng. T3 2024	Charges Financières de La Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens Et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement ressources propres		Total hors Finex		TOTAL GENERAL	
				Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX
Présidence de la République	649,31	0,00	126,00	0,00	0,0%	11,66	9,3%	78,42	62,2%	2,69	2,1%	7,46	5,9%	100,23	79,5%	100,23	79,5%
Primature	122,95	0,00	19,67	0,00	0,0%	0,25	1,3%	11,86	60,3%		0,0%		0,0%	12,11	61,6%	12,11	61,6%
Ministère de la défense nationale	4 844,14	32,36	1 104,30	0,00	0,0%	982,04	88,9%	52,34	4,7%	74,22	6,7%	12,36	1,1%	1 120,97	101,5%	1 120,97	101,5%
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	1 504,53	26,60	601,50	0,00	0,0%	1,41	0,2%	3,94	0,7%	0,00	0,0%	9,34	1,6%	14,69	2,4%	14,69	2,4%
Ministère de la sécurité et de la protection civile	737,66	11,00	163,55	0,00	0,0%	29,34	17,9%	16,39	10,0%	0,00	0,0%	25,22	15,4%	70,94	43,4%	70,94	43,4%
Garde des sceaux, Ministère de la justice et des droits de l'homme	436,12	0,90	83,60	0,00	0,0%	27,92	33,4%	2,47	2,9%	0,00	0,0%	33,73	40,3%	64,12	76,7%	64,12	76,7%
Ministère des affaires étrangères, de l'intégration	784,24	0,00	154,77	0,00	0,0%	66,21	42,8%	147,62	95,4%	8,87	5,7%	1,79	1,2%	224,48	145,0%	224,48	145,0%

Ministère/ Institution	LFR2024	Modifi- cation	Plan d'eng. T3 2024	Charges Financières de La Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens Et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement ressources propres		Total hors Finex		TOTAL GENERAL	
				Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX
africaine et des Guinéens établi à l'étranger																	
Ministère du plan et de la coopération Internationale	217,83	3,00	26,93	0,00	0,0%	25,77	95,7%	4,71	17,5%	51,62	191,7%	3,14	11,7%	85,24	316,5%	85,24	316,5%
Ministère de l'économie et des finances	2 202,66	2,51	570,98	398,16	34,2%	44,58	7,8%	14,94	2,6%	0,00	0,0%	32,22	5,6%	489,90	85,8%	489,90	85,8%
Ministère du travail et de la fonction publique	268,37	31,00	46,08	0,00	0,0%	14,83	32,2%	14,50	31,5%	0,00	0,0%	9,72	21,1%	39,06	84,7%	39,06	84,7%
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	463,47	52,90	123,04	0,00	0,0%	0,24	0,2%	3,09	2,5%	0,00	0,0%		0,0%	3,33	2,7%	3,33	2,7%
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	195,75	0,00	44,22	0,00	0,0%	5,29	12,0%	0,76	1,7%	0,00	0,0%	0,38	0,9%	6,43	14,5%	6,43	14,5%
Ministère des mines et de la géologie	274,77	0,00	89,25	0,00	0,0%	30,25	33,9%	0,46	0,5%	0,00	0,0%	8,49	9,5%	39,20	43,9%	39,20	43,9%
Ministère des infrastructures et des travaux publics	1 805,41	0,00	337,90	0,00	0,0%	95,72	28,3%	1,10	0,3%	0,00	0,0%	87,78	26,0%	184,60	54,6%	184,60	54,6%
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	387,72	4,86	130,95	0,00	0,0%	7,17	5,5%	6,77	5,2%	0,00	0,0%	2,88	2,2%	16,83	12,9%	16,83	12,9%
Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	164,74	0,00	30,50	0,00	0,0%	0,45	1,5%	0,29	1,0%	0,00	0,0%	2,81	9,2%	3,55	11,6%	3,55	11,6%
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	1 345,40	0,00	348,40	0,00	0,0%	149,47	42,9%	16,77	4,8%	25,00	7,2%	32,90	9,4%	224,15	64,3%	224,15	64,3%
Ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables	228,90	1,80	60,51	0,00	0,0%	24,81	41,0%	2,80	4,6%	0,00	0,0%	5,10	8,4%	32,72	54,1%	32,72	54,1%
Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation	2 578,21	199,17	587,21	0,00	0,0%	1,55	0,3%	7,78	1,3%	0,00	0,0%	20,62	3,5%	29,95	5,1%	29,95	5,1%
Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et emploi	475,65	72,75	116,22	0,00	0,0%	13,38	11,5%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	13,27	11,4%	26,65	22,9%	26,65	22,9%
Ministère de la communication et de l'information	148,17	0,00	22,81	0,00	0,0%	4,57	20,0%	2,21	9,7%	0,00	0,0%	10,15	44,5%	16,92	74,2%	16,92	74,2%
Ministère de la jeunesse et des sports	571,87	185,90	168,93	0,00	0,0%	18,34	10,9%	9,96	5,9%	0,00	0,0%	24,07	14,3%	52,38	31,0%	52,38	31,0%
Conseil national de la transition	218,65	0,00	41,21	0,00	0,0%	22,53	54,7%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	22,53	54,7%	22,53	54,7%
Cour Suprême	53,84	0,00	11,98	0,00	0,0%	9,48	79,2%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	9,48	79,2%	9,48	79,2%
Haute autorité de la communication	32,42	0,00	11,16	0,00	0,0%	4,08	36,6%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	4,08	36,6%	4,08	36,6%
Secrétariat Général du Gouvernement	76,68	3,46	13,29	0,00	0,0%	4,37	32,9%	1,32	9,9%	0,00	0,0%	0,84	6,3%	6,54	49,2%	6,54	49,2%
Secrétariat Général aux affaires religieuses	205,45	52,56	11,89	0,00	0,0%	33,19	279,1%	0,19	1,6%	38,36	322,6%	3,59	30,2%	75,33	633,6%	75,33	633,6%
Ministère de l'environnement et du développement durable	298,83	0,00	60,26	0,00	0,0%	4,84	8,0%	2,56	4,2%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	7,40	12,3%	7,40	12,3%
Ministère des Transports	286,53	0,00	32,25	0,00	0,0%	3,97	12,3%	0,90	2,8%	0,00	0,0%	10,71	33,2%	15,58	48,3%	15,58	48,3%

Ministère/ Institution	LFR2024	Modifi- cation	Plan d'eng. T3 2024	Charges Financières de La Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens Et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement ressources propres		Total hors Finex		TOTAL GENERAL	
				Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX	Sept.	TAUX
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	27,18	0,00	9,40	0,00	0,0%	5,11	54,3%		0,0%	0,00	0,0%		0,0%	5,11	54,3%	5,11	54,3%
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	1 133,63	21,31	363,37	0,00	0,0%	5,17	1,4%	49,26	13,6%	0,00	0,0%	6,96	1,9%	61,39	16,9%	61,39	16,9%
Administration et contrôle des grands projets	126,00	0,00	23,48	0,00	0,0%	11,26	47,9%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	11,26	47,9%	11,26	47,9%
Ministère de l'Energie, de l'hydraulique et des hydrocarbures	3 340,90	0,00	1 073,83	0,00	0,0%	0,30	0,0%	20,23	1,9%	538,01	50,1%	39,67	3,7%	598,20	55,7%	598,20	55,7%
Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	159,74	0,42	17,93	0,00	0,0%	8,69	48,5%	2,27	12,6%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	10,96	61,1%	10,96	61,1%
Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	185,34	5,50	27,56	0,00	0,0%	8,96	32,5%	5,01	18,2%	0,00	0,0%	7,96	28,9%	21,93	79,6%	21,93	79,6%
Secrétariat General A La Présidence Charge Des Services Spéciaux, De La Lutte Contre La Drogue Et Le Crime Organisé	26,07	0,00	3,16	0,00	0,0%	3,06	96,8%	4,04	127,6%	0,00	0,0%	3,82	120,6%	10,92	345,0%	10,92	345,0%
Ministère du budget	408,83	7,80	56,36	0,00	0,0%	19,32	34,3%	9,16	16,2%	0,68	1,2%	1,01	1,8%	30,16	53,5%	30,16	53,5%
Cour des Comptes	64,95	10,64	11,87	0,00	0,0%	11,81	99,5%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	11,81	99,5%	11,81	99,5%
Dépenses Communes	5 164,66	-322,15	1 164,01	0,00	0,0%	0,00	0,0%	240,82	20,7%	0,00	0,0%	0,00	0,0%	240,82	20,7%	240,82	20,7%
<b>Total hors FINEX</b>	<b>32 218</b>	<b>404,30</b>	<b>7 890,35</b>	<b>398,16</b>	<b>5,0%</b>	<b>1 711,39</b>	<b>21,7%</b>	<b>734,94</b>	<b>9,3%</b>	<b>739,44</b>	<b>9,3%</b>	<b>417,99</b>	<b>5,3%</b>	<b>4 001,93</b>	<b>50,7%</b>	<b>4 001,93</b>	<b>50,7%</b>

Source : DGB, DNSI

Tableau 23: situation de l'exécution des subventions et transfert à fin septembre 2024 hors collectivités (en Mds GNF)

Ministère/ Institution	Crédits LFR 2024	Exécution à fin septembre 2024		
		Allocation		Taux
		Montant	Nombre bénéficiaire	
Présidence de la république	77,85	63,60	8	81,69%
Primature	8,40	4,20	1	50,00%
Ministère de la Défense Nationale	316,70	247,88	3	78,27%
Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	999,40	299,10	8	29,93%
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	11,72	9,62	4	82,09%
Garde des Sceaux, Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	40,21	9,15	5	22,76%
Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'Étranger	45,70	32,79	4	71,76%
Ministère du Plan et de la Coopération Internationale	62,27	57,79	4	92,81%
Ministère de l'Économie et des Finances	2,62	0,51	1	19,44%
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	41,95	25,09	3	59,80%
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	79,33	15,46	3	19,48%
Ministère de la pêche et de l'Économie Maritime	9,18	5,83	4	63,50%
Ministère des Mines et de la Géologie	171,21	79,17	4	46,24%
Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics	2,00	0,00	0	0,00%
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire chargé de la récupération des domaines spoliés de l'État	208,44	7,80	3	3,74%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	15,88	3,62	5	22,81%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	360,22	174,52	165	48,45%
Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables	63,15	56,36	8	89,25%
Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation	106,51	12,79	3	12,01%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	106,29	53,56	6	50,39%
Ministère de l'Information et de la Communication	4,31	3,64	3	84,24%
Ministère de la Jeunesse et des Sports	10,89	7,73	6	70,99%
Conseil national de la transition	135,00	63,75	1	47,22%
Cour suprême	22,09	16,57	1	75,00%
Haute autorité de la communication	17,23	13,18	2	76,50%
Secrétariat Général du Gouvernement	1,68	0,58	1	34,45%
Secrétariat général aux affaires religieuses	90,79	87,95	9	96,87%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	21,25	10,00	1	47,07%
Ministère des Transports	15,77	11,32	5	71,78%
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	26,19	14,39	2	54,95%
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	607,15	381,51	148	62,84%
Administration et contrôle des grands projets	52,27	33,20	1	63,52%
Ministère de l'Énergie, de l'Hydraulique et des I hydrocarbures	2850,36	1259,44	2	44,19%
Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique	11,50	8,33	2	72,42%
Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat	13,90	7,38	5	53,08%
Ministère du Budget	1,82	1,82	2	100,00%
Cour des comptes	46,76	40,41	1	86,41%
Dépenses communes	2859,62	1548,29	2	54,14%
<b>TOTAL</b>	<b>9 517,63</b>	<b>4 668</b>	<b>436</b>	<b>49,05%</b>

Source : DGB, DNSI